



fives



# RAPPORT FINANCIER 2012

Concevoir aujourd'hui les usines du futur

Groupe d'ingénierie industrielle, Fives conçoit et réalise des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs mondiaux des secteurs de l'aluminium, de l'acier et du verre, de l'automobile et de la logistique, du ciment, de l'énergie et du sucre. Implanté dans près d'une trentaine de pays, le Groupe compte plus de 6 500 collaborateurs sur les cinq continents.

## SOMMAIRE

Rapport d'activité	04
Gouvernement d'entreprise	22
Renseignements financiers et juridiques	26
Comptes consolidés de l'exercice 2012	28
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	74
Assemblée générale mixte	77
Projet de résolutions (extrait)	78

# Rapport du directoire à l'assemblée générale mixte du 25 juin 2013

## 1. ACTIVITÉ DU GROUPE EN 2012

Après l'assombrissement brutal des perspectives de l'économie mondiale à partir du dernier trimestre 2011, les premiers signes d'une reprise timide entrevus début 2012 se sont rapidement effacés. Les difficultés des gouvernements européens à s'accorder sur les ajustements budgétaires et structurels nécessaires, couplées à la fragilité du système bancaire en zone euro, ont entretenu tout au long de l'année un climat d'incertitude et de fortes tensions sur la liquidité et l'accès au financement. Parallèlement, le ralentissement s'est confirmé dans les grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Russie), affectés par le relèvement des taux d'intérêt en début d'année, des exportations exposées à la détérioration de la conjoncture externe et l'incapacité des marchés domestiques à prendre le relais. Le Moyen-Orient, très actif ces dernières années, a pour sa part été perturbé par le contexte de transition post printemps arabe dans la région.

Dans ses perspectives de l'économie mondiale communiquées en janvier 2013, le FMI estime ainsi la croissance de la production mondiale à 3,2% en 2012, soit respectivement 0,7 point et 1,9 point de moins qu'en 2011 (3,9%) et 2010 (5,1%). Cette tendance a en outre été observée tant dans les pays avancés (1,3% en 2012, contre respectivement 1,6% et 3,0% en 2011 et 2010) que dans les pays émergents (5,1% en 2012, contre respectivement 6,3% et 7,4% en 2011 et 2010), traduisant un ralentissement mondial généralisé.

L'environnement commercial du Groupe n'a pourtant été que marginalement affecté au premier semestre 2012 par ce contexte économique. Les enregistrements de petites et moyennes commandes ont atteint pendant cette période un niveau record, portés par la bonne orientation du secteur de l'énergie (combustion et cryogénie) d'une part, et par la poursuite en 2012 d'une dynamique favorable dans l'automobile d'autre part, sur les marchés américain et chinois en particulier. Fives a également mis en vigueur en 2012 plusieurs grands contrats négociés fin 2011, principalement dans l'acier (Chine) et, dans une moindre mesure, dans l'aluminium (Canada, Moyen-Orient) et la logistique (Europe, États-Unis, Japon).

Les tensions durables sur l'accès au financement et le ralentissement des pays émergents ont néanmoins lourdement pesé sur l'investissement industriel mondial. L'année a ainsi été marquée non seulement par le report de la majorité des projets annoncés par les grands industriels, mais également par la quasi-absence de nouveaux projets à l'étude. Par ailleurs, à partir de l'été, les incertitudes croissantes sur l'environnement commercial en Chine (indicateurs économiques peu encourageants, surcapacités

durables, renouvellement du bureau politique) et dans une moindre mesure aux États-Unis (période électorale, hausse du chômage, crainte du « précipice budgétaire »), qui constituaient les deux marchés les plus actifs pour le Groupe, ainsi que les difficultés avérées du secteur automobile en Europe, ont également affecté le niveau des prises de commandes.

Après un exercice 2011 record (1674 M€ de commandes enregistrées) et dans un environnement économique et commercial dégradé et incertain, les enregistrements du Groupe se sont donc affichés en baisse en 2012, à 1324 M€. Cette performance reste néanmoins supérieure à celles réalisées entre 2008 et 2010.

L'exercice 2012 est, en revanche, marqué par une forte croissance du chiffre d'affaires, qui constitue, à 1508 M€, le nouveau record du Groupe. Ce chiffre traduit la nette reprise des enregistrements de commandes observée au cours de l'année 2011, qui s'était achevée avec un carnet de clôture historique de 1552 M€, mais également la bonne tenue des prises de petites commandes récurrentes (équipements isolés, pièces de rechange, prestations d'assistance technique), qui ont encore progressé au premier semestre 2012 malgré l'environnement économique difficile. Ce fort niveau d'activité s'est reflété dans les résultats du Groupe, dont l'EBITDA franchit la barre des 115 M€, progressant de plus de 16% par rapport à 2011.

### 1.1. Environnement commercial

Les enregistrements de commandes du Groupe s'établissent à 1324 M€ en 2012, en diminution de 350 M€ (-21%) par rapport à 2011. Cette variation inclut un effet de change favorable de 41 M€, lié à l'appréciation du cours moyen des principales devises fonctionnelles des filiales du Groupe hors zone euro, en particulier le dollar (1 euro pour 1,29 dollar en 2012, contre 1,39 dollar en 2011), mais également la livre sterling, le yuan et le yen. L'effet périmètre n'est pour sa part pas significatif (3 M€). À périmètre et change constants, les prises de commandes s'inscrivent donc en baisse de 394 M€ (-24%), traduisant la dégradation de l'environnement économique et industriel mondial en 2012.

Le carnet de commandes au 31 décembre 2012 s'établit à 1379 M€, en baisse de 173 M€ (-11%) par rapport à 2011. Cette variation inclut un effet périmètre de 11 M€ et un effet de change défavorable de 13 M€, lié à l'appréciation du cours de clôture de l'euro par rapport au yen et au dollar entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012. Ce carnet reste cependant très supérieur à celui au 31 décembre 2010 (+23%) et donne au Groupe une bonne visibilité sur son niveau d'activité en 2013.

### Automobile et logistique

Dans le domaine de l'automobile, malgré un recul des prises de commandes par rapport à un exercice 2011 record, marqué par un rattrapage sans précédent des projets différés par la crise de 2008-2009, le Groupe a réalisé en 2012 sa seconde performance historique, les constructeurs ayant poursuivi leurs programmes d'investissements jusqu'à l'été, à un rythme certes moins soutenu que l'an dernier. Le segment des systèmes d'usinage a continué de bénéficier du développement de nouvelles capacités dans les pays émergents (en particulier la Chine) et de la vague de renouvellement des gammes de moteurs et boîtes de vitesse aux États-Unis, tandis que dans les systèmes automatisés de production, les constructeurs ont continué à investir au premier semestre, menant à bien les programmes lancés sur les marchés nationaux et à l'international.

Dans le domaine de la logistique, la tendance de fond que constitue la croissance des volumes de marchandises transportés dans les pays industrialisés (développement du commerce en ligne et des livraisons à domicile, multiplication des déplacements, vieillissement de la population), couplée au coût élevé de la main d'œuvre, génère un besoin d'extension et de modernisation des infrastructures existantes et procure une forte visibilité sur les investissements à venir. Les sociétés de transport et de messagerie nord-américaines, japonaises et européennes ont ainsi poursuivi l'automatisation de leurs centres de tri, même si le marché a légèrement repris son souffle en 2012, après une année 2011 record.

### Métallurgie

Dans le domaine de l'aluminium primaire, si les investissements annoncés fin 2011 se sont confirmés au premier trimestre, notamment au Canada et au Moyen-Orient, la forte baisse des cours, les incertitudes persistantes sur la croissance économique, le maintien des stocks à des niveaux élevés et les surcapacités observées dans la quasi-totalité des zones productrices ont porté un coup de frein à tout nouveau projet. Après deux années 2010 et 2011 particulièrement porteuses, les prises de commandes se sont donc affichées en forte diminution, les grands projets initialement pressentis pour 2012 ayant vu leur calendrier se décaler.

Dans le domaine de l'acier, l'environnement commercial a été marqué par le ralentissement de la Chine, principal moteur de croissance du marché depuis plusieurs années. La volonté du gouvernement de réduire l'investissement public, couplée au resserrement du crédit, y ont conduit les industriels à suspendre la quasi-totalité des projets à l'étude. Le Groupe a néanmoins mis en vigueur avant l'été trois contrats significatifs, pour lesquels les appels d'offre avaient été émis en 2011, lui permettant d'afficher des prises de commandes en progression par rapport à l'exercice précédent.

### ENREGISTREMENTS ET CARNET DE COMMANDES

En millions d'€	2010	2011	2012
Enregistrements de commandes	1 224,0	1 674,3	1 323,8
Carnet de commandes au 31 décembre	1 116,6	1 551,8	1 378,9

### CHIFFRE D'AFFAIRES

En millions d'€	2010	2011	2012
Chiffre d'affaires	1 049,3	1 268,3	1 507,9

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

## ENREGISTREMENTS DE COMMANDES

### PAR MARCHÉ

En millions d'€	2010	2011	2012
Automobile/Logistique	399,1	607,2	479,8
Métal (aluminium et acier)	468,8	550,7	404,8
Énergie	286,4	272,7	355,2
Ciment	69,7	243,7	84,0
<b>Total</b>	<b>1 224,0</b>	<b>1 674,3</b>	<b>1 323,8</b>

### PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2010	2011	2012
Amériques	232,7	546,8	367,0
Moyen-Orient et Afrique	243,3	350,2	114,9
Asie et Océanie	392,4	338,9	422,6
France	234,8	241,2	256,3
Europe (hors France)	120,8	197,2	163,0
<b>Total</b>	<b>1 224,0</b>	<b>1 674,3</b>	<b>1 323,8</b>

  

Dont économies matures	49 %	44 %	50 %
Dont pays émergents	51 %	56 %	50 %

## Énergie

Dans le domaine de l'énergie, où les besoins croissants des pays émergents et les exigences accrues des industriels en matière d'efficacité énergétique et environnementale à l'échelle mondiale constituent de puissants moteurs, les prises de commandes du Groupe ont atteint un niveau record en 2012. L'activité commerciale a fortement progressé sur le segment de la cryogénie, portée par la reprise de la production de gaz industriels en Chine d'une part, et par la confirmation de nombreux projets de traitements d'hydrocarbures du fait de la hausse de la demande mondiale de gaz naturel d'autre part. Sur le segment des systèmes de combustion, le Groupe a bénéficié de la bonne tenue de l'industrie nord américaine, où les performances de ses équipements lui ont permis de prendre part à de nombreux programmes de modernisation. Enfin, sur le segment de l'industrie nucléaire, malgré le décalage des grands programmes de maintenance (allongement de la durée de vie des centrales et critères plus exigeants post-Fukushima) attendus sur le parc français et l'absence de nouveaux projets de constructions neuves, les contraintes croissantes posées par les autorités de sûreté sur les chantiers en cours en France (en particulier l'EPR de Flamanville) ont imposé la planification de travaux supplémentaires qui s'est traduite, en fin d'année, par une augmentation des prises de commandes du Groupe.

## Ciment

L'environnement commercial est resté déprimé dans le domaine du ciment. Après un léger rebond en 2010, le marché des nouvelles capacités cimentières s'est affiché en baisse pour la seconde année consécutive, retouchant en 2012 son plus bas niveau de 2009. Dans un contexte économique toujours incertain, les grands donneurs d'ordre internationaux, encore préoccupés par la gestion de leur endettement, ont continué de différer les décisions d'investissements, tandis que dans les régions où la demande a progressé, les cimentiers locaux ne sont pas parvenus à trouver les financements nécessaires pour initier de nouveaux projets. L'activité commerciale du Groupe s'est donc concentrée sur les commandes d'équipements (systèmes de combustion, unités de broyage isolées) et de services, dans les zones où sa présence est traditionnellement forte (Amérique du sud, Afrique sub-saharienne, Moyen-Orient), mais également en Europe où la qualité de ses technologies et sa proximité avec les industriels nationaux lui ont permis de prendre part aux programmes sélectifs d'amélioration de la rentabilité des sites maintenus en production. Malgré la bonne tenue de ces activités, les enregistrements du Groupe ont donc été affectés en 2012 par l'absence de commande d'ensemble (pour mémoire, deux commandes d'ensemble avaient été mises en vigueur en 2011).

## 1.2. Faits marquants

### Une organisation qui s'adapte à la croissance du Groupe

Le changement de dimension de Fives et les nouveaux enjeux auxquels le Groupe se trouve confronté, après plusieurs années de croissance organique et externe, l'ont conduit à faire évoluer son organisation et sa gouvernance autour de deux axes majeurs. D'une part, la poursuite de la structuration par divisions, à l'intérieur des quatre pôles, vise à renforcer les structures managériales intermédiaires, relais opérationnels du Directoire. D'autre part, la mise en place de Directions pays (Amérique du Nord et Chine dans un premier temps), avec le renforcement des fonctions support locales, assure la cohérence dans la gestion des problématiques régionales transverses.

Cette politique se reflète dans la composition et le fonctionnement des organes de gouvernance, chaque membre du Directoire supervisant de façon plus spécifique une ou plusieurs directions opérationnelles ou fonctionnelles et le Comité Exécutif se voyant élargi afin de mieux intégrer les dimensions métiers et pays.

### Une politique de croissance externe toujours active

Le Groupe a poursuivi en 2012 sa politique d'acquisitions, guidée par deux grands objectifs stratégiques : élargir son offre technologique et son portefeuille d'applications d'une part, et renforcer sa présence sur les grands marchés en croissance, notamment les pays émergents, d'autre part.

En janvier 2012, le Groupe a finalisé l'acquisition de Fives Combustion Systems Pvt. Ltd., société indienne spécialisée dans la conception et la fourniture d'équipements de combustion, servant en particulier les domaines des minéraux (ciment) et de l'énergie (brûleurs pour chaudières industrielles et centrales thermiques). Fives Combustion Systems, dont le siège social se trouve à Mumbai, possède également un atelier de production et d'assemblage situé à Vadodara dans l'État du Gujarat et emploie une centaine de personnes.

Cette acquisition permet au Groupe de :

- renforcer son positionnement dans les domaines du ciment et de l'énergie sur un marché indien en forte croissance au travers d'une structure opérationnelle locale ;
- doter Fives Pillard d'une plate-forme de sourcing propriétaire et à bas coût pour la fabrication et l'assemblage de certains de ses équipements.

En mars 2012, le Groupe a repris les activités carbochimie et distillation de l'entité Litwin, basées à Mulhouse, en France. Cette acquisition a donné lieu à la création de la société Solios Chemical, composée d'une trentaine de personnes, qui réalise une part importante de son chiffre d'affaires en Chine auprès de clients sidérurgistes.

### CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2010	2011	2012
Automobile/Logistique	274,4	391,3	541,1
Métal (aluminium et acier)	365,3	474,9	527,3
Énergie	284,5	290,2	317,3
Ciment	125,1	111,9	122,2
<b>Total</b>	<b>1 049,3</b>	<b>1 268,3</b>	<b>1 507,9</b>

### PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2010	2011	2012
Amériques	218,8	295,4	421,3
Moyen-Orient et Afrique	193,2	246,3	268,2
Asie et Océanie	306,3	331,8	373,4
France	205,4	223,3	268,9
Europe (hors France)	125,6	171,5	176,1
<b>Total</b>	<b>1 049,3</b>	<b>1 268,3</b>	<b>1 507,9</b>
Dont économies matures	46 %	50 %	46 %
Dont pays émergents	54 %	50 %	54 %

## CARNET DE COMMANDES

## PAR MARCHÉ

En millions d'€	31.12.10	31.12.11	31.12.12
Automobile/Logistique	240,8	476,1	406,1
Métal (aluminium et acier)	571,6	656,5	555,7
Énergie	234,8	217,4	249,9
Ciment	69,4	201,8	167,2
<b>Total</b>	<b>1 116,6</b>	<b>1 551,8</b>	<b>1 378,9</b>

## PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	31.12.10	31.12.11	31.12.12
Amériques	186,4	448,7	392,2
Moyen-Orient et Afrique	236,4	350,4	195,3
Asie et Océanie	402,7	417,6	478,7
France	169,5	187,5	174,5
Europe (hors France)	121,6	147,6	138,2
<b>Total</b>	<b>1 116,6</b>	<b>1 551,8</b>	<b>1 378,9</b>
Dont économies matures	39 %	37 %	33 %
Dont pays émergents	61 %	63 %	67 %

Au travers de cette acquisition, le Groupe a pour objectif de :

- compléter le savoir-faire de Fives Solios dans le procédé de fabrication des anodes pré-cuites, en matière de déchargement et stockage de brai d'une part et de formage et cuisson des anodes d'autre part, renforçant ainsi son positionnement auprès des grands clients aluminiers ;
- se doter d'un centre d'expertise en génie chimique, complétant son portefeuille de technologies propriétaires et élargissant son offre aux domaines de la chimie et des industries pharmaceutique et agroalimentaire ;
- ouvrir de nouvelles perspectives de croissance en Chine et en Inde, renforçant la relation avec les grands clients sidérurgistes traditionnels du Groupe.

## Une politique d'innovation ambitieuse

L'innovation est au cœur de la stratégie de Fives. Le Groupe intensifie son effort de Recherche et Développement année après année et y a consacré, en 2012, un montant brut record de 22,7 M€ qui s'inscrit en progression de 7 % par rapport à 2011 et de près de 95 % par rapport à 2006 (à comparer avec un chiffre d'affaires en hausse d'environ 50 % sur la même période).

Les programmes en cours, tout particulièrement orientés vers l'éco-conception, l'optimisation des processus et l'amélioration des performances énergétiques, ont conduit Fives à breveter 18 nouvelles innovations en 2012, portant ainsi à 371 le nombre d'inventions protégées (familles de brevets), au travers de 1 447 brevets actifs dans le monde.

Fives a par ailleurs mis l'accent en 2012 sur l'enrichissement de son expertise process :

- les développements se sont poursuivis dans le domaine du contrôle des procédés et de leur optimisation par des algorithmes propriétaires. L'intégration d'automatismes avancés constitue en effet un levier d'amélioration des performances énergétiques et environnementales de ses équipements ;
- le Groupe a réalisé l'acquisition d'une petite société spécialisée dans la prestation de conseil pour le secteur de la métallurgie, Kéods, dont l'expertise se base sur une grande connaissance du process sidérurgique et s'appuie sur des logiciels de gestion propriétaires. Cette expertise renforce son offre dans le domaine des lignes de traitement d'acier carbone (lignes de galvanisation et lignes de recuit) en permettant aux clients de Fives d'obtenir la qualification « tôle automobile », nécessaire aux acteurs de la métallurgie pour fournir l'industrie automobile.

Enfin, le Groupe a mené à bien en 2012 deux démarches internes visant à promouvoir la qualité de ses produits et à stimuler la créativité de ses équipes :

- suivant les recommandations des normes ISO 14062, 14020 et 14021, Fives a poursuivi le déploiement de sa marque environnementale « Engineered Sustainability® », matérialisant sa démarche d'éco-conception, et destinée à évaluer, améliorer si nécessaire, et communiquer de façon précise et argumentée sur la performance environnementale (réduction de la consommation d'énergie, des

émissions de gaz à effet de serre et de polluants, de la consommation d'eau et de matières premières) des équipements fournis. Une première technologie a ainsi reçu le label en 2012 : la machine à laver CentriSpray de Fives Cinetic, dédiée au lavage et au séchage de précision de pièces de moteurs pour l'industrie automobile ;

- l'organisation du premier Grand Prix de l'innovation a récompensé deux innovations de rupture à fort potentiel de développement, dans les domaines de la simplification du process de traitement de tôles d'acier à haute limite élastique d'une part, et du remplissage et scellement de caloducs par un procédé de soudure aluminium d'autre part.

## Principaux succès commerciaux

### En Amérique

#### Brésil

En mai, la société Cimar, joint venture entre les groupes Queiroz Galvão et Cornelio Brennand, a commandé à Fives FCB les équipements de procédé d'un nouveau centre de broyage ciment situé à São Luis dans l'état du Maranhão, comprenant notamment un broyeur à boulets de 3 400 kW, un séparateur de dernière génération TSV™ 3200 HF et un filtre procédé Sonair de 2 000 m<sup>2</sup>. Après le contrat signé avec Holcim en 2011 pour la réalisation d'une nouvelle ligne de production de 4 500 tonnes par jour pour le site de Barroso dans l'état du Minas Gerais, cette commande confirme la capacité de Fives FCB à répondre à la demande d'un marché cimentier brésilien en pleine croissance.

#### Canada

Après avoir confié à Fives Solios la réalisation des centres de traitement des gaz de cuves pour son usine pilote de Jonquière en 2011, et dans le cadre de la conversion de cuves d'électrolyse à l'usine de Kitimat en Colombie Britannique, Rio Tinto Alcan a confirmé au mois de mars une commande pour la fourniture en modules pré-assemblés d'un atelier de fabrication d'anodes d'une capacité de 42 tonnes par heure ainsi que de trois fours de maintien pour une nouvelle fonderie.

#### États-Unis

En juin, Fedex Ground a confié à Fives Cinetic la réalisation d'un système intégré de tri pour son site de Windsor (Connecticut). Le contrat, qui inclut l'installation de six trieurs de technologie « shoe sorter » ainsi qu'un égreneur LPS double offrant une capacité de tri de 15 000 colis à l'heure, constitue un succès stratégique notable, s'agissant de la première réalisation d'envergure pour Fedex Ground, et renforce ainsi la visibilité de Fives sur le segment du transport de fret.

Le même mois, Fives Cinetic s'est vu attribuer par General Motors, pour ses usines de Toledo (États-Unis) et Silao (Mexique), la commande de deux lignes d'assemblage des composants clés de boîtes de transmission 8 vitesses pour véhicules à propulsion arrière. Elles remplaceront les lignes actuelles (6 vitesses) sur les deux sites, avec comme objectif une production journalière de 1 000 unités.

Fives North American a obtenu en juillet, dans le domaine de la pelletisation du minerai de fer, la commande d'un équipement de combustion pour des fours de durcissement à très faible émission d'oxyde d'azote auprès d'Essar Minnesota. Il s'agit de la première commercialisation de cet équipement développé par le Groupe, qui permet de réduire les émissions de plus de 95 % par rapport aux technologies existantes. Ce premier succès a ouvert la voie à d'autres commandes au cours de l'année, au Brésil (pour Vale) et en Inde.

#### Mexique

En juillet, Fives Cryogenie a obtenu auprès d'une joint venture formée principalement par Technip et Braskem une commande de boîtes froides pour un projet éthylène de 1,05 million de tonnes par an dans l'état de Veracruz. Ce projet représente le plus gros investissement privé d'une compagnie brésilienne au Mexique.

### Au Moyen-Orient et en Afrique

#### Émirats Arabes Unis

En février, Fives Solios a signé un contrat avec le producteur Emal (Émirats Aluminium) pour la fourniture et l'installation clé en main de cinq fours de fusion et de maintien dans le cadre de l'extension de son usine localisée à Abu Dhabi.

#### Afrique

Fives Pillard a été choisi au mois de juin par le cimentier indien Wacem pour la fourniture de deux générateurs de gaz chauds de 50 MW, dans le cadre d'un nouvel atelier de broyage cru au Togo. Fives Pillard a ensuite enregistré pour ce même client une affaire similaire au Ghana en octobre, puis une commande de Novaflam® pour ses nouvelles lignes de production en Éthiopie au mois de décembre.

### En Asie et en Océanie

#### Chine

En janvier, le producteur d'acier chinois TCSS (Tiancheng Stainless Steel Products), filiale du groupe Sichuan Jinguang, a confié à Fives DMS la fourniture de deux laminoirs ZR22-54 pour son nouvel atelier de laminage à froid d'acier inox. Cette commande fait suite à celle d'une ligne de recuit décapage pour sa filiale SWSS (South West Stainless Steel) en 2011.

En février, General Motors Shanghai a attribué à Fives Cinetic la fourniture de quatre machines LT2e destinées à la rectification des faces, manetons et paliers de vilebrequins trois et quatre cylindres. Cette commande s'inscrit dans l'excellente dynamique initiée par le Groupe en Chine depuis 2011 dans le domaine des systèmes d'usinage.

En mars, Fives DMS a signé avec STSS (Shanxi Taigang Stainless Steel), filiale du groupe TISCO (Taiyuan Iron and Steel), deux contrats portant sur la fourniture de lignes combinées de laminage et de recuit décapage pour acier inoxydable. Chacune des deux lignes est formée par la succession d'un tandem de cinq laminoirs permettant de réduire l'épaisseur du produit entrant jusqu'à 70 %, et d'une ligne de recuit et décapage « à froid » (CAPL).



La vente de ce type de ligne CAPL, avec laminoirs intégrés, constitue une première pour Fives DMS et lui permet d'être référencé en tant que fournisseur de ligne de laminage à froid de grande capacité. Cette commande porte à 20 (10 lignes et 10 laminoirs) le nombre d'installations, neuves ou de modernisation, vendues depuis 1996 au groupe TISCO, premier producteur mondial d'acier inoxydable.

En mai, Fives Cryogenie a signé avec Air Liquide Chine un contrat de fourniture d'échangeurs pour trois grands projets de séparation des gaz de l'air sur son site de Hangzhou, représentant un volume total de brasage de 640 m<sup>3</sup>. Le Groupe tire ainsi parti de la demande croissante d'oxygène et d'unités H<sub>2</sub>/CO dans ce pays. Cette commande renforce la coopération de Fives avec Air Liquide, déjà jalonnée par plusieurs réalisations importantes au cours de ces dernières années. Elle souligne également la présence forte de Fives Cryo en Chine et la reconnaissance de sa capacité à fournir des échangeurs pour les grandes unités de séparation des gaz de l'air.

Au mois de juillet, Fives Stein a obtenu auprès de VAMA (Valin ArcelorMittal Automotive), joint venture entre ArcelorMittal et Valin, la seule affaire mise en vigueur en Chine dans le domaine des lignes de process en 2012. Cette commande inclut deux fours verticaux, l'un pour une ligne de galvanisation automobile, et l'autre pour une ligne de recuit continu mixte dont la grande flexibilité dans la fabrication du produit fini permet de produire alternativement tôles recuites et tôles revêtues, les premiers revêtements de ce type produits en Chine par ce client.

#### Inde

En mars, Fives Cryogenie a mis en vigueur deux commandes de boîtes froides, pour une unité d'éthylène et une unité de traitement de gaz, auprès de GAIL (Gas Authority of India), le plus grand acteur public indien dans le domaine du traitement et de la distribution de gaz naturel. Il s'agit du premier contrat d'envergure du Groupe dans le domaine de la cryogénie en Inde.

#### Japon

Après lui avoir confié en 2011 la réalisation de l'automatisation de son entrepôt de Yokohama, Sagawa Express a renouvelé sa confiance à Fives Cinetic en lui attribuant en mars un contrat relatif à l'automatisation de son terminal de Tokyo. La solution proposée, incluant quatre trieurs « steel belt » sur plusieurs niveaux, offre une capacité de tri totale de 30 000 articles à l'heure.

#### **En Europe**

##### Allemagne

En avril, dans le cadre d'un programme national de modernisation et d'automatisation de ses installations, visant notamment à augmenter les cadences de tri de ses principaux centres (pour atteindre 40 000 articles à l'heure), l'opérateur logistique allemand le plus important a sélectionné Fives Cinetic en collaboration avec Siemens pour la réalisation du projet pilote, reconnaissant ainsi la qualité de sa technologie. Cette réalisation, qui constituera le site de référence pour le déploiement du programme, offre au

Groupe une excellente visibilité sur le marché et lui permet d'envisager de se positionner auprès de ce client comme un partenaire de long terme.

##### France

Après avoir réalisé une ligne de peinture intégrant un convoyeur à friction FrixLine pour Caterpillar en 2011, Fives Cinetic a enregistré en février auprès de ce client un contrat pour la fourniture d'une ligne d'assemblage de pelleuses sur roues qui sera installée au printemps 2013. Ce convoyeur, propre, silencieux et ne requérant que très peu d'entretien, offre la souplesse d'utilisation d'un convoyeur à automoteurs, à coût d'exploitation et d'investissement réduit.

En juillet, Fives Cail s'est vu confier par Lesaffre Frères, dans le cadre de l'augmentation de capacité de sa sucrerie de Nangis, une commande pour la fourniture des équipements d'essorage, d'un évaporateur à flot tombant de 4 500 m<sup>2</sup> de surface et d'un sécheur multitube de 55 tonnes par heure. Ce contrat, qui fait suite à une affaire similaire pour le client SVI en 2011, marque le retour des sucriers français à des commandes d'équipements neufs sur lesquelles Fives est historiquement très bien positionné.

##### Hongrie

En mars, Audi a confié à Fives Cinetic la commande d'un modèle spécial de rectifieuse d'arbres à cames Landis LT1, comprenant deux porte-pièces et un portique interne intégré. Cette technologie offre une meilleure productivité en éliminant les périodes d'arrêt pour chargement, chaque porte-pièce usinant ou chargeant la pièce alternativement. Faisant suite à une fourniture similaire en 2011, ce contrat confirme la percée stratégique réalisée chez ce client, qui utilisait jusqu'alors une technologie concurrente, et a ensuite confié au Groupe de nouvelles commandes en Hongrie et en Chine au cours de l'année. D'autres constructeurs automobiles se sont également montrés intéressés par cette nouvelle machine.

##### Russie

En septembre, Fives Bronx a enregistré une commande d'équipements de finition pour trois lignes complètes de production de tubes d'acier pour la nouvelle usine de Gazpromtrubinvest à Volgoretschensk (région de Kostroma). Ce contrat, qui inclut la fourniture de deux dresseuses, deux hydrotesteurs, un testeur de fuites et deux machines de finition, constitue la première référence significative de Fives sur le marché des tubes sans soudure en Russie, et marque une étape importante pour le développement du Groupe dans ce pays sur ce marché.

##### Suède

Après avoir sélectionné Fives Cinetic pour la fourniture d'un pilote dans le cadre du programme de rénovation de son réseau entamé en 2010, la Poste Suédoise lui a confié en septembre la réalisation de deux nouveaux systèmes de tri, pour les sites de Hallsberg et Rosersberg. La solution d'automation proposée s'appuie sur un trieur de technologie « cross belt » SBIR SD-2D d'une capacité de 12 000 colis à l'heure et intègre trois égreneurs ACCORD. Cette commande positionne par ailleurs favorablement Fives Cinetic pour les futurs projets liés à ce programme.

### Principales mises en service

**Dans le domaine de l'acier**, l'année 2012 a été marquée par la mise en service d'un grand nombre de lignes et d'équipements chez des clients de premier plan.

Sur le segment des lignes de process, deux lignes pour acier au silicium à grains orientés (FCL et DCL) ont été mises en service pour Baosteel. Comme l'an passé, Fives confirme son statut de fournisseur de référence auprès du premier sidérurgiste chinois, avec un démarrage en avance par rapport au planning contractuel.

Dans le domaine du laminage, Fives DMS a confirmé sa capacité à se situer à la pointe de la technologie, avec la mise en service réussie du laminoir à froid le plus rapide du monde pour TISCO en Chine (1200 mètres par minute, contre 1000 mètres par minute pour les technologies les plus performantes jusqu'ici). Grâce à l'usage d'une cage spécifique et à un nouveau système d'essorage d'huile, de conception brevetée, cette vitesse a pu être atteinte sans nuire à la qualité de l'acier produit. Cette réalisation répond ainsi à l'ambition de TISCO d'augmenter sa productivité et d'atteindre une capacité annuelle de 133 000 tonnes.

Chez ce même client, la première bobine de la nouvelle ligne de recuit brillant inox a été produite en 2012. Avec 150 000 tonnes produites par an, cette ligne offre la capacité la plus importante au monde. Elle permet ainsi à Fives de se positionner comme un fabricant de premier plan sur des produits de qualité recuit brillant.

Toujours en Chine, quatre laminoirs à froid 20 cylindres ont été mis en route entre mai et décembre pour JISCO (Jiuquan Iron and Steel), troisième producteur chinois d'acier inoxydable. Il s'agit de la première réalisation d'envergure du Groupe pour ce client.

Enfin, chez WISCO (Wuhan Iron and Steel), premier producteur d'acier au silicium en Chine, les premières bobines de deux laminoirs à froid de type ZR22 monobloc fournis par le Groupe ont été réalisées. Ces laminoirs, qui s'ajoutent aux deux précédents livrés par Fives en 2006, permettront de produire au total plus de 180 000 tonnes par an d'acier silicium à grain orienté (GO) ayant une excellente propriété magnétique malgré un laminage particulièrement complexe du fait de la haute teneur en silicium.

Au Vietnam, Posco VST a produit en février sa première bobine sur le laminoir à froid ZR21 livré par Fives DMS. Cette réalisation vient renforcer la coopération du Groupe avec le troisième producteur d'acier mondial, jalonnée par des réalisations en Chine durant les trois dernières années et un projet en cours en Turquie.

Aux États-Unis, dans la continuité des mises en route effectuées en 2011, le dernier laminoir ZR22 de ThyssenKrupp Steel Alabama a été réceptionné, concluant l'ensemble du contrat avec ce client, qui constitue le projet de laminoirs le plus significatif réalisé par le Groupe à date (quatre laminoirs).

**Dans le domaine de l'aluminium**, Rio Tinto Alcan a réceptionné le centre de traitement des gaz de cuves d'électrolyse de sa nouvelle usine pilote de Jonquière au Québec, sur des cuves dont l'ampérage atteint 600 kA (première série industrielle au monde). Ce centre est équipé des nouveaux filtres Ozeos développés par le Groupe. Après plusieurs mois de tests additionnels sur sa nouvelle série d'électrolyse, le client devrait démarrer la production d'aluminium au cours du premier semestre 2013.

En fin d'année, Fives Solios a produit la première anode pour la nouvelle usine de Ma'aden Aluminium (joint venture entre la compagnie d'état Saudi Arabian Mining et Alcoa) en Arabie Saoudite. Depuis, l'atelier de carbone a continué à répondre à la demande de montée en production du client. Le site, qui produira 740 000 tonnes par an, deviendra le plus grand complexe intégré de production d'aluminium au monde.

**Dans le domaine de l'automobile**, Renault a inauguré en février sa nouvelle usine de Tanger au Maroc, d'une capacité de 170 000 véhicules par an. Fives Cinetic a obtenu durant l'année la réception des équipements de manutention des ateliers de tôlerie et de montage final, ainsi que des équipements de remplissage et de tests de fluides qu'il a livrés pour ce site. Par ailleurs, PSA Peugeot Citroën a inauguré en juillet une chaîne d'assemblage en cycle complet sur son site de Kaluga en Russie, pour laquelle Fives Cinetic a fourni l'atelier de montage et les équipements de remplissage.

Aux États-Unis, Chrysler a lancé en janvier la production sur son site de Dundee (Michigan), pour lequel Fives Cinetic a fourni les lignes d'assemblage et d'usinage de la nouvelle gamme de moteurs du constructeur (baptisée « Tigershark »). En juillet, la production a démarré sur le site de Kokomo, où neuf lignes d'assemblage et de tests des composants clés des boîtes de transmission 8 vitesses nouvelle génération ont été livrées par Fives Cinetic.

**Dans le domaine de la logistique**, Fives Cinetic a mis en service en juillet le système du terminal de tri réalisé pour Yamato Transport à Hyogo, incluant quatre trieurs « steel belt » et deux trieurs « Óslide sorter ». Par ailleurs, dans le cadre du contrat relatif au terminal de Tokyo mis en vigueur cette année auprès de Sagawa Express, quatre trieurs ont été livrés en décembre, dans un délai extrêmement court compte tenu de la taille du projet.

Enfin, en novembre, DHL Chine a commencé, à Shanghai, l'exploitation de son nouveau hub connectant le nord de l'Asie à l'Europe et à l'Amérique. Ce hub inclut quatre trieurs cross-belt pour colis et courrier livrés par Fives Cinetic.

### 1.3. Perspectives du Groupe

#### Fives aborde les années à venir avec confiance

##### L'activité devrait encore progresser en 2013

Malgré la dégradation de l'environnement économique en 2012, le Groupe termine l'année avec un carnet de clôture robuste, à 1379 M€, qui lui donne une bonne visibilité sur son activité de 2013 : bien qu'en baisse par rapport à l'exercice précédent, ce carnet, auquel viendront s'ajouter les petites commandes récurrentes, devrait assurer à Fives un chiffre d'affaires 2013 supérieur à celui de 2012.

Même si le Groupe a affiché un chiffre d'affaires record en 2012, celui-ci a en effet été atteint alors même que le carnet au 31 décembre 2011 ne s'est écoulé que très modérément en 2012, dans la mesure où il comprenait plusieurs contrats importants signés en fin d'année 2011. Ces contrats sont donc encore en carnet fin 2012 pour un montant conséquent, et s'écouleront plus largement en 2013.

La croissance mondiale devrait par ailleurs se montrer plus soutenue en 2013, le FMI affichant une prévision à 3,5% (+ 0,3 point par rapport à 2012). Celle-ci devrait être tirée par les pays émergents (5,5%, soit + 0,4 point), où de premiers signes favorables ont été observés fin 2012. En Chine, les premiers signes d'une reprise des investissements dans les secteurs de prédilection du Groupe se sont faits jour en fin d'année, tandis que l'Inde et le Brésil, après avoir marqué le pas, affichent également des perspectives plus encourageantes.

##### Des perspectives bien orientées pour les années à venir

L'environnement commercial du Groupe apparaît par ailleurs bien orienté à court ou moyen terme dans toutes ses lignes de métier. Après plusieurs années difficiles, la situation devrait enfin s'éclaircir dans le domaine du ciment, où la croissance de la demande dans les pays émergents, l'amélioration de la santé financière des grands donneurs d'ordre internationaux et la montée en puissance de nouveaux groupes portés par les marchés locaux en Amérique du sud, au Moyen-Orient et en Afrique laissent espérer une reprise des investissements, de nombreux projets étant annoncés dès 2013.

Le secteur de l'énergie devrait pour sa part confirmer sa très bonne dynamique (notamment en Chine, aux États-Unis et au Moyen-Orient), porté par les besoins énergétiques croissants à l'échelle mondiale, le développement des produits de substitution au pétrole (liquéfaction du charbon, traitement du gaz naturel, exploitation des gaz de schiste) et les normes environnementales de plus en plus contraignantes. En France, les premiers programmes de maintenance nucléaire post-Fukushima devraient par ailleurs se concrétiser à partir de 2013.

Dans l'automobile, le Groupe ne devrait être que marginalement affecté par les difficultés des constructeurs français et du marché européen. La Chine devrait en effet continuer d'investir massivement pendant 4 à 5 ans dans des lignes de production d'organes mécaniques (lignes de moteurs et

boîtes de vitesse notamment), dont les volumes accusent un fort retard par rapport aux capacités d'assemblage existantes, tandis que les constructeurs américains et allemands affichent de grandes ambitions de croissance pour les prochaines années, tant sur leurs marchés domestiques qu'à l'international. Dans la logistique, la poursuite des nombreux programmes d'automatisation de centres de tri sur lesquels Fives est déjà impliqué en Amérique du nord, au Japon et en Europe lui offre une visibilité excellente.

Dans le domaine de l'acier, le Groupe devrait bénéficier de la reprise des investissements attendue en Chine, ainsi que des nouvelles opportunités liées à l'exploitation des gaz de schiste (tubes sans soudure). Enfin, dans le domaine de l'aluminium primaire, si le marché devrait encore rester atone en 2013, l'arrivée à maturité des nombreux projets lancés depuis 2008 permettant encore d'absorber la demande, plusieurs investissements capacitaires sont attendus à partir de 2014, notamment au Moyen-Orient (extensions des grands complexes existants pour lesquels Fives a souvent participé aux premières phases), du fait des besoins croissants des grands marchés finaux (au premier rang desquels l'aéronautique).

#### Une stratégie de développement construite sur le long terme

Pour le Groupe, les perspectives à moyen et long termes apparaissent ainsi très solides. Dans les pays émergents, démographie, urbanisation, besoin en infrastructures et élévation du niveau d'éducation constituent de puissants sous-jacents favorables à la hausse de la demande, et donc de l'investissement industriel. Les pays matures recèlent, pour leur part, un potentiel significatif dans le domaine de la modernisation des équipements existants, renforcé par les exigences accrues d'efficacité énergétique et de réduction de l'empreinte environnementale. La stratégie de croissance de Fives, qui vise à s'insérer dans cette dynamique, s'articule autour de plusieurs axes.

#### Intensifier l'effort d'innovation et de R&D et diversifier l'offre du Groupe

Les très fortes positions concurrentielles qu'occupe aujourd'hui Fives sont directement liées au développement de solutions innovantes, offrant un réel avantage compétitif à ses clients. Sur chacune de ses lignes d'activité, le Groupe suit donc un large portefeuille de projets, plus particulièrement orientés vers l'éco-conception, l'optimisation des processus et l'amélioration des performances énergétiques, visant d'une part à accélérer la mise sur le marché de technologies différenciantes, voire de rupture, et d'autre part à adapter constamment les solutions existantes aux besoins des clients. Le budget consacré à la R&D, qui a augmenté de près de 12% par an en moyenne depuis 2006, est encore appelé à croître en 2013, afin de supporter ces programmes. Le Groupe porte également une attention croissante à la dynamisation de sa politique de propriété intellectuelle, outil de protection de son savoir-faire, mais aussi levier de positionnement stratégique sur ses marchés.

La diversification de son offre constitue par ailleurs un enjeu clé pour Fives. Chaque filiale est ainsi encouragée à travailler au développement des applications de ses technologies et équipements à destination de nouveaux marchés industriels. À l'échelle du Groupe, deux marchés à haute technicité ont été identifiés en priorité : l'industrie du pétrole et du gaz (avec notamment les brûleurs gaz acide) et l'aéronautique (avec par exemple les machines d'usinage). L'appropriation des technologies acquises à l'extérieur du Groupe constitue un second levier d'approfondissement de ses compétences. Le portefeuille de process de Fives, traditionnellement centré sur la thermique et la mécanique, a été ainsi étendu au domaine de la chimie, au travers de l'intégration d'une activité de traitement chimique, décapage et dégraissage de tôles d'acier aux États-Unis, et de l'acquisition de la société Solios Chemical, spécialisée dans la carbochimie, la distillation du goudron et la purification par cristallisation.

#### **Développer l'activité de services dans l'ensemble des métiers du Groupe**

Partout dans le monde, les clients exploitant des systèmes et équipements conçus et installés par Fives sont soumis à des exigences croissantes de fiabilité, de performance technique et d'optimisation économique. Face à ces enjeux, au-delà des prestations de maintenance classiques que chaque filiale apporte, le développement de solutions de services visant à accompagner les clients dans cette évolution constitue pour le Groupe un enjeu majeur de maintien de sa position concurrentielle, mais également de croissance de son chiffre d'affaires. Disposant d'une base installée importante à l'échelle mondiale, Fives bénéficie en effet d'atouts majeurs pour développer cette activité fortement rémunératrice et résiliente car moins soumise aux cycles de marchés.

Sur divers segments, des offres plus complètes ont déjà été mises en place pour mieux apporter et valoriser le savoir-faire et l'expertise des équipes de Fives dans les phases d'exploitation. Les actions menées en 2012 (sur les segments des pompes cryogéniques en Chine à titre d'exemple) ont ainsi reçu un accueil très favorable de la part des clients, tout en apportant au Groupe un retour sur investissement rapide.

Cette démarche a été par ailleurs renforcée par croissance externe en 2012. Dans le domaine du ciment, Fives FCB a fait l'acquisition du portefeuille d'activité CLE, division spécialisée en cimenterie du groupe Technip. Acteur reconnu de la filière, CLE a réalisé des projets d'installation et de revamping pour de nombreux clients cimentiers depuis plus de 40 ans. Au travers de cette acquisition, Fives FCB renforce sa position sur le marché des services, en enrichissant son parc installé de près de 80 références supplémentaires dans le monde et en étoffant son offre en matière de modernisation, maintenance et pièces de rechange. Dans le domaine de l'aluminium, le Groupe a acquis la totalité de la société Solios Services Gulf (au Bahreïn), jusqu'alors détenue à parité avec l'entreprise locale AMA. Ce mouvement lui permet de renforcer son activité de services au Moyen-Orient, où se concentrent les investissements les plus significatifs dans l'aluminium depuis plusieurs années.

Enfin, le Groupe a créé début 2013 une Direction des services, avec pour mission de renforcer les plans d'action des différentes filiales par une approche coordonnée et une vision transverse, favorisant le développement de solutions complètes et adaptées aux besoins de ses clients.

#### **Renforcer le dispositif commercial et opérationnel du Groupe**

Les pays émergents, aux besoins importants en termes d'équipements industriels, constituent aujourd'hui l'un des principaux moteurs du développement de Fives. Présent dans près de 30 pays au travers de près de 80 filiales, le Groupe dispose par ailleurs d'un réseau de bureaux de représentation au Brésil, en Chine, en Inde, au Japon, au Mexique, en Russie, en Thaïlande, et en Turquie témoignant de sa volonté de se positionner au plus près de ces territoires. Grâce à leur connaissance du tissu industriel régional, leur expérience des marchés locaux, leur maîtrise des relations avec les administrations et leur proximité commerciale avec les grands industriels, ces bureaux interviennent en support commercial et administratif des différentes filiales, afin de leur donner une meilleure lecture des enjeux et dynamiques régionaux et de les aider à s'implanter durablement sur ces marchés en croissance. Fort des résultats positifs obtenus ces dernières années, le Groupe compte poursuivre cette stratégie et l'appliquer à de nouvelles zones géographiques, dès 2013 : le bureau commercial créé à Dubaï en 2012 pour couvrir l'ensemble des pays du Golfe Persique sera ainsi pleinement opérationnel en milieu d'année, tandis qu'une réflexion a été lancée sur la création de nouveaux bureaux en Afrique et en Asie du sud-est, ainsi que sur le renforcement de sa présence commerciale de haut niveau en Inde.

Par ailleurs, Fives a, de longue date, choisi de garder la maîtrise de la production et de l'assemblage des éléments clés de son offre, ne soustrayant que la fabrication des éléments complémentaires et investit ainsi depuis plusieurs années dans les ateliers d'usinage et d'assemblage hautement qualifiés dont il dispose aux États-Unis et en Europe. En 2012, les investissements du Groupe se sont élevés à 28,6 M€, soit près de 25 % de l'EBITDA de l'année, incluant notamment un investissement majeur visant à étendre et à moderniser l'atelier de Fives Cinetic spécialisé dans les systèmes d'usinage (Cinetic Landis) au Royaume-Uni. Fives poursuit par ailleurs activement le développement de son outil de production en Chine, où la construction d'un second four de brasage est prévue en 2013 sur le segment de la cryogénie, ainsi qu'en Inde, où il dispose d'un atelier de production spécialisé dans les systèmes de combustion à destination des industries du ciment et de l'énergie depuis l'acquisition de la société Fives Combustion Systems.

Enfin, après avoir développé depuis plusieurs années ses filiales de réalisation en Chine et en Inde, la nécessité d'être présent localement au Brésil et en Russie conduit le Groupe à y structurer de telles filiales, capables de prendre en charge les parts locales des grands contrats export.

### Renforcer l'empreinte du Groupe aux États-Unis

Depuis près de 15 ans, le Groupe s'est développé par croissance externe aux États-Unis, dans les domaines de l'automobile (systèmes automatisés de production et systèmes d'usinage), la logistique, la combustion, et l'acier (tubes sans soudure). Ces acquisitions successives ont toutes contribué à la croissance de Fives, délivrant une performance opérationnelle remarquable tout en enrichissant son portefeuille d'activités de nouvelles technologies. Les filiales américaines emploient aujourd'hui près de 1100 salariés, soit 17 % des effectifs du Groupe.

Depuis 2009 et après avoir été fortement ébranlé par la crise, le pays s'est redressé de façon spectaculaire, voyant ses grandes entreprises repartir de l'avant (à l'image de General Motors, qui est redevenu en 2012 le premier constructeur automobile mondial à peine trois ans après avoir déposé le bilan) et retrouvant une croissance supérieure aux autres pays développés. Ce rebond a été particulièrement sensible dans l'industrie, où les États-Unis bénéficient de deux atouts majeurs : un marché domestique conséquent d'une part, et une forte compétitivité coût d'autre part (du travail, avec des charges sociales réduites et de l'énergie, encore favorisé par l'émergence des gaz de schiste).

Sur ce marché à fort potentiel, en pleine « ré-industrialisation » et aux perspectives bien orientées, le Groupe a annoncé début 2013 avoir conclu un accord pour l'acquisition de MAG Americas, premier acteur mondial dans le domaine des machines-outils de grande dimension et la dépose de composites. MAG Americas, qui opère principalement dans les secteurs de l'aéronautique, de l'énergie, des mines et des engins, emploie environ 1000 personnes, principalement aux États-Unis mais également en France, au Canada, en Chine, et en Corée du Sud, pour un chiffre d'affaires d'environ 400 millions de dollars en 2012. Cette acquisition répond à la stratégie du Groupe de se développer à l'international, dans des technologies à forte valeur ajoutée dans lesquelles il est déjà présent et qui offrent de fortes synergies techniques et opérationnelles avec ses propres activités. Avec cette acquisition, le Groupe deviendra l'un des principaux fournisseurs mondiaux de machines-outils à haute performance.

La réalisation de cette opération reste soumise aux conditions préalables usuelles en matière de contrôle des concentrations et à des autorisations réglementaires.

Le Groupe continue par ailleurs de porter une attention particulière aux opportunités de croissance qui pourront se présenter à lui sur le marché américain.

## 2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

### 2.1. Principes comptables et périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Pour l'exercice 2010, bien que les comptes consolidés aux normes françaises demeurent les comptes officiels, ceux-ci ont été retraités et sont présentés ci-dessous dans le référentiel IFRS.

Les sociétés Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd., Fives North American Combustion Spain S.L. et Solios Services Gulf SPC, qui constituent respectivement le prolongement des activités du Groupe en Chine, dans la combustion en Espagne et dans l'aluminium au Moyen-Orient, ont été intégrées au périmètre de consolidation au 1<sup>er</sup> janvier 2012. La société Fives Cail KCP Ltd., qui constitue le prolongement de l'activité du Groupe dans le sucre en Inde, et qui était consolidée par intégration proportionnelle en 2011, est désormais mise en équivalence.

Les sociétés Fives Combustion Systems Private Ltd. (en Inde) et Solios Chemical (en France), acquises respectivement en janvier et mars 2012, sont entrées dans le périmètre de consolidation au 1<sup>er</sup> avril 2012.

Seules les sociétés entrées dans le périmètre par croissance externe sont exclues des analyses à périmètre constant, les sociétés constituant le prolongement de l'activité du Groupe sur de nouvelles zones géographiques étant considérées par définition comme faisant partie du périmètre organique.

Le Groupe a bénéficié, en 2012, d'un effet de change favorable du fait de l'appréciation du cours moyen de la majorité des devises fonctionnelles de ses filiales étrangères par rapport à l'euro. Cet effet provient principalement du dollar, ainsi que de la livre sterling, et dans une moindre mesure du yuan et du yen.

### 2.2. Résultats du Groupe en 2012

#### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'affiche à 1508 M€ en 2012, record historique du Groupe, en hausse de 240 M€ (19 %) par rapport à 2011. Cette variation inclut un effet périmètre de 12 M€ et un effet de change favorable de 47 M€. À périmètre et change constants, le chiffre d'affaires s'inscrit donc en hausse de 181 M€ (14 %).

Cette progression est principalement liée à celle du carnet de commandes d'ouverture (+ 39 %), mais également au bon niveau d'enregistrements de petites et moyennes commandes du premier semestre, qui se sont en partie écoulées sur l'exercice.

**EBITDA**

L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant avant amortissement et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles. L'EBITDA du Groupe s'élève à 115,1 M€ et s'affiche en hausse de 16,1 M€ (+16 %) par rapport à 2011. Cette variation inclut un effet de change favorable de 5,3 M€. L'effet périmètre n'est pas significatif.

À périmètre et change constants, l'EBITDA s'inscrit en hausse de 12% et reste stable en proportion du chiffre d'affaires, à 7,7% (contre 7,8% en 2011).

**Résultat financier**

La trésorerie du Groupe s'établit à 266 M€ au 31 décembre 2012, en augmentation de 26 M€ par rapport au 31 décembre 2011 (239 M€). L'EBITDA de 115 M€ a notamment permis de financer l'impôt (36 M€), les investissements nets (26 M€) et le paiement d'un dividende (41 M€). Par ailleurs, 15 M€ de trésorerie longue comptabilisés en actifs financiers en 2011 ont été reclassés en trésorerie suite à la sortie de ces investissements à leur date d'échéance en 2012.

Le résultat financier inclut le coût de l'endettement net, les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs des plans), le résultat de change, ainsi que les effets de terme des instruments dérivés de couverture de change et la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture.

Le résultat financier, en perte de - 4,1 M€, diminue de 3,5 M€ par rapport à 2011. Cette variation inclut d'une part une amélioration de + 0,4 M€ du coût de l'endettement net, grâce à des produits d'intérêts supérieurs du fait du bon niveau de trésorerie du Groupe tout au long de l'année et, d'autre part, une dégradation de - 3,9 M€ des autres produits et charges financiers.

Cette dégradation provient principalement de la variation du résultat de change sur les financements apportés aux filiales américaines lors de la structuration des acquisitions des groupes North American en 2008 et Bronx en 2010. Ces acquisitions ayant été financées par des prêts en dollars consentis par Fives, le résultat financier du Groupe est mécaniquement affecté par la parité euro/dollar sur la durée de vie desdits prêts. Alors qu'un gain de change de 3,1 M€ avait été constaté en 2011, du fait de l'appréciation du cours de clôture du dollar par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2010 (1,34 dollar pour 1 euro) et le 31 décembre 2011 (1,29 dollar pour 1 euro), une perte de change de - 1,1 M€ a été constatée en 2012, l'euro s'étant renforcé au 31 décembre 2012 (1,32 dollar pour 1 euro). La variation observée sur ces éléments est ainsi de - 4,2 M€.

Il est cependant à noter que la perte de change de l'année (- 1,1 M€) se décompose en un gain de 1,6 M€, réalisé grâce aux couvertures mises en place et une perte de 2,7 M€, qui pour sa part est latente. Depuis la mise en place de ces prêts, le Groupe a ainsi reconnu un gain de change cumulé de 16,3 M€ (dont 10,0 M€ de gain latent et 6,3 M€ de gain réalisé).

**SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS**

En millions d'€	2010	2011	2012
Chiffre d'affaires	1 049,3	1 268,3	1 507,9
Marge brute	242,5	280,3	324,2
EBITDA	86,3	99,0	115,1
EBITA	71,7	83,5	97,3
Résultat opérationnel courant (EBIT)	68,3	76,2	92,7
Résultat opérationnel	63,7	75,0	92,4
Résultat financier	4,1	(0,6)	(4,1)
Résultat avant impôt	67,8	74,4	88,2
Résultat net de l'ensemble consolidé	43,0	41,0	52,3
Résultat net (part du Groupe)	42,5	40,4	50,8
Fonds propres après résultat (part du Groupe)	223,2	244,8	244,8
Trésorerie au 31 décembre	214,0	239,2	265,6



**Résultat net**

La charge d'impôt totale (impôts courant et différé) de l'exercice s'élève à 35,9 M€, et augmente de 2,5 M€ par rapport à 2011 (33,4 M€). Elle comprend 33,4 M€ d'impôt courant (dont 13,3 M€ provenant des sociétés du groupe français d'intégration fiscale et 20,1 M€ au titre des sociétés françaises et étrangères non intégrées), ainsi qu'une charge d'impôt différé de 2,5 M€.

Le taux d'impôt apparent s'affiche donc à 40,7% en 2012. Il s'explique principalement par la comptabilisation de la CVAE en charge d'impôt (effet de 3,4% sur le taux d'impôt), et par l'absence de constatation d'un impôt différé actif sur les pertes fiscales de l'année réalisées par la société holding en France.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit donc à 52,3 M€. Il s'affiche en hausse de 11,3 M€ par rapport à 2012 (41,0 M€), l'augmentation de l'EBITDA (+ 16,1 M€) étant en partie compensée par la baisse du résultat financier et l'augmentation de l'impôt.

**2.3. Contribution des pôles à la performance du Groupe****PÔLE AUTOMOBILE/LOGISTIQUE**

En millions d'€	2010	2011	2012
Commandes enregistrées	399,1	607,2	479,8
Carnet de commandes au 31 décembre	240,8	476,1	406,1
Chiffre d'affaires	274,4	391,3	541,1
EBITDA	19,3	33,1	53,2
Effectif au 31 décembre	1710	1978	2191

*Activité: le pôle conçoit, réalise et installe des équipements et des systèmes d'usinage ainsi que des systèmes automatisés de production destinés principalement à l'industrie automobile. Dans l'industrie de la logistique, le Groupe propose une offre étendue en matière de systèmes automatisés de tri. L'ensemble de ces équipements est commercialisé sous la marque Fives Cinetic.*

**Dans le domaine de l'automobile**, la production mondiale a continué de croître en 2012 (+ 6,5%). En plus du Japon, qui a bénéficié d'un effet de rattrapage après une année 2011 délicate (effet du tsunami puis des inondations en Thaïlande), les États-Unis se sont affirmés comme la zone la plus dynamique, devant les BRIC qui ont malgré tout maintenu leur rythme de 2011. La situation du marché européen a en revanche continué de se dégrader.

Ce contexte s'est reflété dans les décisions d'investissements des industriels, dans la continuité d'une année 2011 particulièrement porteuse, même si l'activité commerciale s'est montrée moins soutenue à partir

du second semestre. Les constructeurs américains ont poursuivi la rationalisation et le renouvellement de leurs capacités de production sur le marché national, tout en renforçant leur présence à l'international (Brésil, Mexique, Chine). Les constructeurs allemands, en excellente santé financière et s'appuyant sur un marché domestique toujours actif ont, pour leur part, confirmé de nombreux investissements, en particulier dans les BRIC. À contrario, les autres constructeurs européens et notamment français, très exposés aux marchés déprimés de la zone euro, ont été contraints de limiter leurs investissements.

Malgré une activité commerciale moins soutenue qu'en 2011, année marquée par un rattrapage sans précédent des projets différés par la crise de 2008-2009, le Groupe est ainsi parvenu à maintenir un niveau de commandes élevé en 2012. En matière de systèmes d'usinage, le marché est resté porteur dans les pays émergents, au premier rang desquels la Chine, au travers de projets menés aussi bien par les grands constructeurs mondiaux (en particulier Volkswagen, General Motors, Ford ou Honda) que par des acteurs nationaux, tandis qu'aux États-Unis, le développement de nouvelles lignes de production pour des moteurs moins consommateurs de carburant et des boîtes de vitesse robotisées s'est poursuivi. Dans le domaine des systèmes automatisés de production, l'activité est pour sa part restée honorable, les filiales américaines et françaises du Groupe ayant pris part à plusieurs programmes de renouvellement d'organes mécaniques pour leurs clients traditionnels, même si ceux-ci ont suspendu de nombreux projets attendus au second semestre, tant sur leurs marchés domestiques que dans les régions émergentes. La fin de l'année a par ailleurs été marquée par une accélération des prises de commandes dans le secteur aéronautique, bien orienté sur le moyen terme. Enfin, l'activité a continué de progresser dans le domaine des systèmes de remplissage, en Chine et au Brésil, mais également en Europe où le marché a bénéficié des investissements tardifs de plusieurs constructeurs pour se conformer aux nouvelles normes environnementales.

**Dans le secteur de la logistique**, les sociétés de messageries japonaises, européennes et nord-américaines ont poursuivi l'automatisation de leurs centres de tri, dans un marché toujours favorablement orienté, soutenu par la forte croissance des volumes de marchandises transportés (e-commerce, livraisons à domicile).

Ce contexte incite les opérateurs postaux à investir dans des technologies adaptées au marché des colis, qui se substituent progressivement à l'activité traditionnelle de courrier. Depuis quelques années, de nombreux opérateurs nationaux ont donc annoncé des programmes de grande ampleur, pour la modernisation des sites existants en Europe de l'Ouest (Allemagne, Royaume-Uni, Suède) et en Amérique du Nord (Canada), ou pour l'extension de leurs réseaux dans les pays émergents (principalement Europe de l'Est). L'activité commerciale du Groupe en 2012 a ainsi été notamment marquée par l'attribution en Europe de deux nouveaux sites pour la Poste suédoise (dans le cadre d'un programme démarré en 2010) et d'un premier pilote pour un grand opérateur allemand, qui a annoncé un plan d'investissement majeur.

Sur le segment des messageries express, la volonté des différents acteurs de renforcer leurs réseaux domestiques a vu émerger de nouvelles opportunités pour des petits projets, tant auprès des grandes sociétés internationales (le Groupe a ainsi décroché une commande pour Fedex aux États-Unis), que de petits acteurs nationaux (Turquie, Brésil, Mexique). En Asie (Japon, Corée), où le marché est particulièrement porteur du fait du vieillissement et de la forte densité de la population, les grandes sociétés de transports, clients traditionnels du Groupe, ont continué d'investir massivement dans leurs centres de tri aux abords des aéroports et des gares.

**Au total**, les enregistrements de commandes, bien qu'en baisse (- 21%) par rapport au record de l'exercice 2011, marqué par le rattrapage post-crise des projets différés en 2008-2009, se sont maintenus en 2012 à un niveau élevé, s'affichant, à 480 M€, comme la seconde performance historique du Groupe dans le pôle automobile et logistique.

À 541 M€, le chiffre d'affaires 2012 du pôle enregistre pour sa part une forte progression (+ 38 %), sous l'effet d'un carnet d'ouverture ayant doublé par rapport à 2011. L'EBITDA augmente de façon encore plus marquée (+ 61%), bénéficiant de la baisse de la part relative des frais fixes dans un contexte de hausse d'activité.

Fort d'un carnet de clôture conséquent (406 M€) et de la bonne tenue de ses marges à l'enregistrement en 2012, Fives aborde l'exercice 2013 avec une excellente visibilité sur son niveau d'activité et de résultat.

Après deux années exceptionnelles dans le domaine de l'automobile, le Groupe anticipe un possible ralentissement de son activité commerciale en 2013, dans le prolongement de la tendance observée depuis le second semestre 2012, dans un environnement économique mondial incertain et du fait des difficultés rencontrées par certains constructeurs. Le marché devrait néanmoins rester porteur sur le segment des systèmes d'usinage, en particulier en Chine où, alors que de nombreux investissements ont été réalisés dans l'aval (lignes d'assemblage), la production locale reste pénalisée par un déficit de capacités en amont (lignes de moteurs et boîtes de vitesse notamment). Par ailleurs, le Groupe espère récolter les fruits des efforts de diversification entrepris depuis quelques années sur le segment des systèmes automatisés de production pour accélérer son développement dans des industries hors automobile (aéronautique notamment).

Dans le domaine de la logistique, le marché reste bien orienté, porté par des sous-jacents toujours favorables. Le Groupe devrait ainsi bénéficier de la poursuite des programmes en cours chez les opérateurs postaux européens et nord-américains, les sociétés de transport japonaises et les groupes de messagerie express internationaux. Le segment de la distribution offre par ailleurs de nouvelles perspectives, en particulier en Europe.

## PÔLE MÉTAL (ALUMINIUM, ACIER ET VERRE)

En millions d'€	2010	2011	2012
Commandes enregistrées	468,8	550,7	404,8
Carnet de commandes au 31 décembre	571,6	656,5	555,7
Chiffre d'affaires	365,3	474,9	527,3
EBITDA	35,7	40,0	36,2
Effectif au 31 décembre	1377	1420	1435

*Activité: le pôle métal développe des procédés et fournit des équipements destinés principalement à la production d'aluminium et d'acier. Concernant l'aluminium, les équipements proposés couvrent les procédés clés de fabrication de l'aluminium primaire répartis dans les secteurs carbone, électrolyse et fonderie de l'aluminerie. L'ensemble de ces équipements est commercialisé sous la marque Fives Solios.*

*Dans le domaine de l'acier, le Groupe, qui possède une double expertise mécanique et thermique, fournit des laminoirs, des fours de réchauffage de grande capacité, des lignes de traitement de la bande d'acier et des équipements de finition et de production de tubes. Le pôle intervient également dans le secteur du verre où ses compétences dans les technologies thermiques permettent le développement d'autres applications.*

*L'offre du Groupe est commercialisée dans l'acier sous les marques Fives DMS, Fives Stein, Fives Celes et Fives Bronx et, dans le verre, sous la marque Fives Stein.*

**Dans le domaine de l'aluminium primaire**, si la consommation mondiale a continué de progresser en 2012 (+ 5%, pour dépasser désormais 46 millions de tonnes), cette hausse est toutefois restée limitée hors de Chine. La production mondiale, après avoir fortement repris en 2010 et 2011, a cru pour sa part plus modestement (autour de 3%, pour atteindre 45 millions de tonnes), enregistrant même une baisse de 3% hors de Chine, les principaux producteurs ayant décidé de fermer les usines aux coûts de production les plus élevés pesant sur leur rentabilité.

L'année a par ailleurs été marquée par une forte chute des cours de l'aluminium: après s'être maintenus à un niveau élevé en 2011 (moyenne autour de 2300 \$ la tonne, avec un pic à près de 2800 \$ en mai), les prix se sont brutalement retournés à partir du printemps 2012, pour s'afficher durablement entre 1900 \$ et 2000 \$ la tonne, cours auquel la moitié des usines dans le monde ne couvrent pas leurs coûts de production. Déjà confrontés à des difficultés financières, plusieurs grands aluminiers ont ainsi vu leur situation se détériorer. Cet environnement, couplé aux incertitudes persistantes sur la croissance économique, au maintien des stocks à des niveaux élevés et aux surcapacités de production dans la quasi-totalité des zones productrices (aussi bien dans les pays occidentaux que dans les BRIC, à l'exception notable du Moyen-Orient), a porté un coup de frein à tout nouveau projet d'investissement.



Grâce au contexte encore favorable des premiers mois de l'année 2012, les investissements annoncés en 2011 se sont néanmoins confirmés au premier trimestre, permettant à Fives de se positionner sur certains lots au Canada (atelier d'anode et fours de fusion pour Rio Tinto Alcan) et au Moyen-Orient (fours de fusion pour Emal). La dégradation de l'environnement de marché a en revanche ensuite affecté l'activité commerciale du Groupe, aucun nouveau projet d'investissement n'ayant émergé. Après deux années 2010 et 2011 particulièrement porteuses, les prises de commandes se sont donc affichées en forte diminution dans le domaine de l'aluminium primaire.

**Dans le domaine de l'acier**, le ralentissement du marché observé depuis courant 2011 s'est confirmé en 2012. Bien que la consommation mondiale ait continué de croître (+ 2%), elle est restée, à un peu plus de 1,4 milliard de tonnes, inférieure à la production (près de 1,55 milliard de tonnes) et surtout largement en-deçà des capacités existantes (proches de 2 milliards de tonnes fin 2011). Ces surcapacités, avérées depuis la crise de 2008-2009, n'ont pas été propices à la concrétisation de nouveaux projets, et n'ont pas non plus favorisé les investissements de modernisation et de maintien en l'état de l'outil de production, dans un contexte de fermeture programmée de plusieurs sites.

Alors que cette situation n'avait, jusqu'en 2011, que modérément affecté la Chine, qui continuait d'investir malgré des niveaux de stocks élevés, le net ralentissement de l'économie chinoise en 2012 a changé la donne. La volonté affichée par le gouvernement en début d'année de réduire l'investissement public, couplée à la situation d'immobilisme pré-renouvellement du bureau politique, a conduit au gel des projets des grands sidérurgistes nationaux. Parallèlement, le resserrement du crédit a rendu impossible le montage de financements par les industriels privés. Dans ce contexte, la quasi-totalité des projets annoncés en Chine ont été abandonnés, ou tout au moins suspendus.

Le Groupe y a cependant mis en vigueur avant l'été trois projets significatifs pour lesquels les appels d'offre avaient été émis en 2011 (lignes de recuit décapage et laminoirs dans l'acier inoxydable, fours pour lignes de recuit et galvanisation dans l'acier carbone), lui permettant d'afficher des enregistrements de commandes en progression en 2012 malgré la dégradation de l'environnement économique et le ralentissement marqué de l'activité commerciale durant l'année.

Sur le segment des tubes sans soudure, pour des clients finaux opérant dans le gaz, le pétrole ou la transmission d'énergie, la croissance de la demande de pétrole brut (principal sous-jacent des investissements), qui s'est effondrée en 2009 après cinq années de hausse spectaculaire (17% par an en moyenne), n'a que très légèrement repris en 2012. Même si peu de projets se sont donc concrétisés par rapport à la période 2004-2009, le Groupe a enregistré un contrat significatif en Russie pour une nouvelle usine de Gazprom, tout en capitalisant sur son importante base d'équipements installée pour poursuivre le fort développement de son activité de services. Ses prises de commandes se sont ainsi affichées en nette progression par rapport au creux de l'année 2011.

Sur le segment du verre, le déséquilibre entre l'offre et la demande (lié notamment aux surcapacités de la Chine), le ralentissement du secteur de la construction et les difficultés d'accès au financement pour les verriers indépendants dans les pays émergents ont pesé sur l'environnement commercial du Groupe, qui n'a enregistré aucune commande significative en 2012, après une très bonne année 2011.

**Au total**, les enregistrements de commandes dans le métal se sont affichés à 405 M€, en baisse de 26% par rapport à l'exercice précédent. Bien qu'ayant bénéficié en début d'année de la bonne dynamique commerciale de 2011, avec la mise en vigueur avant l'été de plusieurs projets initiés l'an dernier, notamment dans l'acier où il réalise une bonne performance malgré un marché peu actif, le Groupe a été affecté par l'absence de nouveau projet capacitaire en 2012 dans le métal, et en particulier dans l'aluminium où les années 2010 et 2011 avaient été très porteuses.

Le chiffre d'affaires du pôle s'établit à 527 M€, en progression de 11% par rapport à 2011 sous l'effet d'un carnet d'ouverture en hausse (+ 15%). L'EBITDA s'affiche en revanche en baisse (- 9%), le Groupe ayant été affecté par des difficultés de réalisation dans l'aluminium et par la pression à la baisse exercée depuis 2011 par les grands industriels sur les marges à l'enregistrement dans l'acier dans un contexte de marché difficile.

Avec un carnet de clôture s'affichant à 556 M€, le Groupe dispose d'une bonne visibilité sur son activité de l'année 2013, même si ses résultats pourraient être affectés par des niveaux de marge moins élevés sur les projets.

Les perspectives de marché ne s'annoncent en effet pas meilleures en 2013. Dans le domaine de l'aluminium, les difficultés financières des grands industriels limitent leurs capacités à financer la modernisation des installations dans les zones de production historiques (Canada, Russie). Par ailleurs, la montée en puissance des installations récemment mises en service et la mise en production à venir des projets d'extension en cours devraient permettre d'absorber la croissance de la demande jusqu'en 2016. Il faudra donc probablement attendre 2014 pour voir se confirmer de nouveaux projets significatifs d'extension de capacités, y compris au Moyen-Orient où le faible coût de l'énergie avait favorisé des projets d'ampleur ces dernières années.

Dans le domaine de l'acier, si le Groupe a bénéficié en 2012 de la mise en vigueur de projets lancés au cours de l'exercice précédent, l'activité commerciale de l'année s'est montrée particulièrement calme, dans un marché toujours en difficulté à l'échelle mondiale. Les politiques d'assouplissement récentes en Chine et les nouvelles opportunités liées à l'exploitation des gaz de schiste (sur le segment des tubes sans soudure) laissent néanmoins espérer une reprise des investissements en 2013.

## PÔLE ÉNERGIE

En millions d'€	2010	2011	2012
Commandes enregistrées	286,4	272,7	355,2
Carnet de commandes au 31 décembre	234,8	217,4	249,9
Chiffre d'affaires	284,5	290,2	317,3
EBITDA	21,4	14,6	28,3
Effectif au 31 décembre	1 953	2 106	2 092

*Activité : le pôle conçoit et réalise différents équipements industriels dans le domaine de l'énergie (en particulier sur les segments de la tuyauterie nucléaire, des équipements cryogéniques pour le traitement des hydrocarbures et la séparation d'air, des systèmes de combustion industrielle haute performance, ainsi que de la bioénergie), commercialisés sous les marques Fives Nordon, Fives Cryogenie, Fives North American et Fives Cail.*

**Sur le segment de la tuyauterie industrielle à haute performance,** l'activité du Groupe est portée par les besoins de l'industrie nucléaire. Dans le domaine de la maintenance, une croissance de l'activité est attendue à court ou moyen terme, consécutivement au retour d'expérience de Fukushima. Les grands programmes en préparation ont cependant été décalés à 2013 et au-delà, les principaux donneurs d'ordre ayant attendu en 2012 les conclusions et recommandations définitives des organismes de contrôle pour finaliser l'élaboration de leurs cahiers des charges. L'activité commerciale du Groupe s'est donc limitée aux contrats de maintenance récurrents, dont le volume est resté stable par rapport à 2011.

Dans le domaine des constructions neuves, l'absence de nouveaux projets s'est confirmée, en particulier dans les pays industrialisés. Les nouvelles contraintes posées par les autorités de sûreté nucléaire sur les chantiers en cours en France (en particulier l'EPR de Flamanville) ont en revanche imposé la planification de travaux supplémentaires qui s'est traduite, en fin d'année, par une augmentation des prises de commandes du Groupe, après près de deux ans de fortes perturbations dans l'avancement des chantiers.

**Sur le segment des équipements cryogéniques,** l'année 2012 a été marquée par une nette reprise des investissements dans le domaine de la séparation de l'air et de la production de gaz industriels en Chine, où la dynamique initiée fin 2011 s'est amplifiée. Le Groupe y a ainsi décroché plusieurs commandes, tant auprès des grands industriels internationaux (notamment Air Liquide) que de clients nationaux. Par ailleurs, la confirmation des premiers projets de liquéfaction du charbon (« coal-to-liquid »), dans le cadre du douzième plan quinquennal (2012-2017), mettant l'accent sur le développement des produits de substitution au pétrole, y fait émerger de nouvelles opportunités.

Parallèlement, la hausse de la demande mondiale de gaz naturel a favorisé le lancement de nombreux projets de traitement d'hydrocarbures, pour lesquels Fives a remporté des contrats dans le monde entier (Europe, États-Unis, Inde, Amérique du Sud, Moyen-Orient). Le Groupe a également vu se concrétiser de premiers investissements importants dans les domaines de la liquéfaction de gaz naturel (LNG) et des gaz de schiste. Dans ce contexte, les prises de commandes du Groupe se sont inscrites en forte progression par rapport à l'année précédente.

**Dans le domaine des systèmes de combustion industriels,** le Groupe a bénéficié d'un environnement commercial favorable aux États-Unis, pays dans lequel il est le plus actif sur ce segment. Il y enregistre une progression de ses prises de commandes sur ses marchés finaux traditionnels, dans le sillage d'un indice de production manufacturière en hausse (+ 2,4 %) par rapport à une année 2011 déjà soutenue. L'activité est en revanche restée atone en Europe, où peu d'investissements ont été réalisés, y compris en matière de maintenance des installations existantes.

Par ailleurs, le durcissement des réglementations énergétiques et environnementales dans de nombreux pays continue de valoriser auprès des industriels les technologies de combustion de Fives, qui se différencient par leur capacité à atteindre les limites d'émissions fixées sans solutions externes additionnelles (d'où des coûts d'installation plus faibles et une exploitation moins consommatrice d'énergie), tout en préservant le rendement thermique de l'outil de production. Dans ce contexte, le succès de la technologie de rupture développée par le Groupe dans le domaine de la pelletisation du minerai de fer et commercialisée à grande échelle depuis cette année s'est traduit par une belle percée sur ce marché, avec plusieurs commandes en Amérique du nord, au Brésil et en Inde. Les enregistrements de commandes se sont ainsi affichés en hausse par rapport à 2011.

**Dans le domaine des équipements sucriers et de la bioénergie,** l'environnement commercial a été affecté par le ralentissement des deux grands marchés traditionnels que constituent le Brésil (recul de la production du fait d'une récolte médiocre) et l'Inde (contexte macro-économique peu favorable aux investissements), où les prises de commandes du Groupe ont diminué. Cette conjoncture a néanmoins soutenu les cours du sucre qui, bien qu'en baisse par rapport aux pics de 2011, se sont maintenus à des niveaux encore relativement élevés jusqu'à l'été 2012, favorisant l'émergence de projets capacitaires et d'amélioration de l'efficacité énergétique dans les autres pays sucriers.

De nombreux investissements industriels se sont ainsi concrétisés dans les pays producteurs de canne (Amérique du Sud, Afrique), après une année 2011 où la priorité avait été donnée à la performance agricole, tandis que la bonne tenue des cours du sucre blanc et l'augmentation du « spread » (écart entre les cours de sucre blanc et roux) ont justifié de nouveaux investissements dans les projets de raffinerie (notamment en Asie) et chez les sucriers betteraviers (en Europe, et en particulier en France). S'appuyant sur les performances énergétiques de ses technologies, le Groupe est

parvenu à se positionner sur les zones les plus actives pour compenser l'atonie des marchés indien et brésilien et maintenir ses prises de commandes au même niveau qu'en 2011.

**Au total**, les enregistrements du Groupe dans le domaine de l'énergie se sont affichés à 355 M€, en forte hausse (+ 30 %) par rapport à 2011, tirés principalement par les segments des équipements cryogéniques et de la tuyauterie industrielle, mais également par celui des systèmes de combustion industriels.

Le chiffre d'affaires 2012 s'établit à 317 M€, en hausse de 9 % par rapport à 2011. Cette progression provient principalement du segment des équipements cryogéniques, qui bénéficie à la fois d'un carnet d'ouverture en hausse et de l'avancement des travaux sur les affaires, plus nombreuses, enregistrées cette année. Sur le segment de la tuyauterie industrielle, le bon niveau de commandes enregistrées en 2012 permet de limiter la baisse du chiffre d'affaires liée à un carnet d'ouverture très inférieur (ce segment expliquait à lui seul le creux observé sur le carnet du pôle à fin 2011). La forte progression de l'EBITDA (+ 94 %) traduit pour sa part une amélioration de la rentabilité du pôle, liée à plusieurs facteurs : amélioration des marges à l'enregistrement, meilleure absorption des frais généraux du fait de la hausse de l'activité, et retour à l'équilibre d'exploitation dans l'activité nucléaire, dont les résultats 2011 avaient été lourdement affectés par les difficultés rencontrées sur les chantiers de constructions de centrales neuves en France, à l'image de l'ensemble de la filière.

Les perspectives pour 2013 apparaissent très bonnes dans le domaine de l'énergie, où Fives bénéficie d'un carnet à fin 2012 en hausse (+ 15 %) par rapport à 2011, qui lui donne une bonne visibilité sur son activité à venir. Cette progression provenant des segments de la cryogénie et de la combustion, pour lesquels les taux de marge sont les plus élevés, le Groupe devrait donc également bénéficier d'un mix plus favorable.

Les tendances de fond restent par ailleurs très bien orientées dans ce secteur. Porté par les besoins croissants à l'échelle mondiale et le développement des produits de substitution au pétrole, le segment de la cryogénie devrait bénéficier dans les années à venir de la concrétisation de plusieurs projets de liquéfaction du charbon ou du gaz naturel, ainsi que des investissements croissants dans les gaz de schiste. Dans les pays développés, les exigences accrues en termes d'efficacité énergétique et de réduction de l'empreinte environnementale des installations industrielles devraient continuer à mettre en valeur les technologies de Fives, notamment sur les segments de la combustion et des équipements sucriers. Enfin, le Groupe devrait bénéficier en France du renforcement de l'activité de maintenance nucléaire, avec les premiers contrats « grand carénage » post-Fukushima et la définition par les agences de sûreté nucléaire de critères de plus en plus exigeants pour les centrales en production.

## PÔLE CIMENT

En millions d'€	2010	2011	2012
Commandes enregistrées	69,7	243,7	84,0
Carnet de commandes au 31 décembre	69,4	201,8	167,2
Chiffre d'affaires	125,1	111,9	122,2
EBITDA	18,3	20,1	10,3
Effectif au 31 décembre	509	500	596

*Activité : l'offre du pôle ciment s'étend de la fourniture d'équipements de procédés isolés, tels les brûleurs (commercialisés sous la marque Fives Pillard), les broyeurs ou encore les séparateurs de matière, aux ateliers de broyage et cimenteries clés en main (commercialisés sous la marque Fives FCB).*

L'environnement commercial du Groupe est resté très déprimé dans le ciment. Bien que les principaux cimentiers aient vu se confirmer la croissance de leurs volumes initiée en 2011, celle-ci n'a pas été suffisante pour déclencher d'éventuels investissements capacitaires. En Amérique du sud et en Asie du sud-est, qui comptent pourtant parmi les régions les plus porteuses en termes de développement d'infrastructures, et où la croissance des volumes a été la plus forte, les grands donneurs d'ordre internationaux ont continué de différer toute décision (la gestion de leur endettement et la crainte d'un retour sur investissement moindre du fait de l'absence de certitude quant à l'environnement macro-économique mondial les incitant à la prudence), tandis que les cimentiers locaux, beaucoup plus morcelés, ont souvent peiné à trouver des financements.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du nord, bien que disposant d'un accès potentiellement plus aisé au financement, ont pour leur part enregistré une demande inférieure aux attentes, se combinant dans plusieurs cas à une situation géopolitique instable, dans un contexte de transition post printemps arabe. Ainsi, seule l'Algérie a initié un programme d'investissements, pour lequel plusieurs appels d'offre ont été lancés, mais la complexité administrative y ralentit la concrétisation des projets.

Le marché des nouvelles capacités cimentières (hors Chine) n'a ainsi représenté que 40 millions de tonnes additionnelles en 2012, soit moins qu'en 2011 (46 millions de tonnes). Après le rebond de 2010 (65 millions de tonnes), il rechute donc à son niveau de 2009, son plus bas niveau depuis près de dix ans, et reste très nettement inférieur aux chiffres d'avant crise (120 à 150 millions de tonnes entre 2006 et 2008). Dans ce contexte, le Groupe n'a enregistré aucune commande d'ensemble au cours de l'année 2012.

Dans le domaine des équipements et des services, Fives a été affecté par le ralentissement de la Chine et de l'Inde, où il fournit des systèmes de combustion à destination de l'industrie cimentière et des unités de

broyage isolées. L'activité commerciale du Groupe s'est donc concentrée sur les zones encore dynamiques où sa présence est traditionnellement forte, en particulier l'Amérique latine, l'Afrique sub-saharienne et le Moyen-Orient.

Aux États-Unis et en Europe, toujours en proie à d'importantes surcapacités, la demande est en revanche restée limitée dans les services : les taux d'utilisation de nombreuses usines étant encore faibles, l'usure des pièces est moindre et les producteurs ne se trouvent pas sous la pression d'éventuels arrêts de production. Néanmoins, dans un contexte de marché plus exigeant, la tendance des grands groupes à se concentrer sélectivement sur certaines lignes existantes pour en augmenter la rentabilité s'est confirmée. Le Groupe a ainsi capitalisé sur la qualité de ses technologies et sur sa présence européenne marquée par une forte proximité avec les industriels nationaux pour y décrocher plusieurs commandes.

**Au total**, les enregistrements de commandes dans le domaine du ciment se sont affichés à 84 M€, en forte diminution par rapport à l'exercice précédent (244 M€). Malgré la bonne tenue des activités d'équipements et de services, le Groupe est affecté par l'absence de commande d'ensemble en 2012 (pour mémoire deux commandes d'ensemble avaient été mises en vigueur en 2011).

Le chiffre d'affaires, qui s'établit à 122 M€ (+ 9% par rapport à l'exercice précédent), ne reflète que partiellement la forte hausse du carnet d'ouverture. Celle-ci est en effet principalement liée à la mise en vigueur d'une commande significative fin 2011, dont le degré d'avancement est encore relativement faible à fin 2012. L'EBITDA s'affiche en revanche en forte baisse par rapport aux années 2010 et 2011, où le Groupe avait achevé la réalisation de plusieurs contrats d'ensemble dans d'excellentes conditions.

À 167 M€, le carnet de clôture, certes en baisse par rapport à 2011, reste largement supérieur aux niveaux affichés en 2009 et 2010, et représente plus d'une année de chiffre d'affaires pour le pôle ciment. Par ailleurs, les principaux acteurs du secteur tablent sur une reprise des investissements en 2013, estimant que les capacités cimentières additionnelles hors Chine devraient s'établir durablement entre 60 et 75 millions de tonnes par an, après deux années 2011 et 2012 particulièrement difficiles.

La forte croissance de la demande a vu émerger depuis quelques années de nouveaux groupes, portés par les marchés locaux (Amérique du sud, Asie du sud-est, Afrique sub-saharienne, Moyen-Orient), qui semblent avoir la capacité d'investir et affichent également, pour certains, des ambitions au-delà de leurs frontières. Les grands cimentiers internationaux, après avoir fortement limité leurs investissements et travaillé à la réduction de leur endettement ces dernières années, annoncent désormais pour leur part de nouveaux projets, visant à renforcer leur présence dans les zones les plus porteuses. Enfin, il se dessine des opportunités de rénovation liées aux nouvelles réglementations

environnementales aux États-Unis, et dans une moindre mesure en Europe, malgré les surcapacités persistantes. Le Groupe reste donc confiant quant à la reprise du marché du ciment et à ses perspectives commerciales.

## LE DIRECTOIRE

Fives est dirigé par un Directoire placé sous le contrôle du Conseil de surveillance ; le nombre de membres du Directoire est fixé par le Conseil de surveillance à deux au moins et cinq au plus.

Composé actuellement de quatre membres, le Directoire est en charge de la gestion de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans les seules limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués au Conseil de surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Chaque membre du Directoire exerce, en outre, de façon plus spécifique la supervision d'une ou plusieurs divisions opérationnelles du Groupe ainsi que d'une ou plusieurs directions fonctionnelles de Fives.

À l'égard du Conseil de surveillance, le Directoire :

- présente un rapport trimestriel sur la marche du Groupe, étayé par un budget révisé pour l'année en cours, auquel s'ajoute, en fin d'année, le budget initial pour l'année suivante ;
- dans un délai de trois mois à compter de la clôture de chaque exercice, arrête les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives et les communique au Conseil de surveillance ;
- communique le rapport de gestion qui sera présenté à l'Assemblée générale ordinaire annuelle ;
- l'informe des problématiques spécifiques pouvant présenter un enjeu majeur pour le Groupe.

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

La nomination des membres du Directoire et leur rémunération interviennent dans les conditions prévues par la loi ; leur révocation est prononcée par l'Assemblée générale des actionnaires. Le Directoire est nommé pour une durée de six ans. Les fonctions de tout membre du Directoire cessent de plein droit au jour de leur 65<sup>e</sup> anniversaire.

### Composition du Directoire

**Frédéric Sanchez**, 53 ans, Président du Directoire.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 30 septembre 2008 et viendra à expiration le 29 septembre 2014.

#### *Principaux autres mandats*

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Administrateur de la Compagnie des Gaz de Pétrole Primagaz.

Président du Conseil de surveillance de Cameron France Holding SAS.

**Martin Duverne**, 56 ans, membre du Directoire en charge des divisions Énergie et Logistique. Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 30 septembre 2008 et viendra à expiration le 29 septembre 2014.

#### *Principaux autres mandats*

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

**Lucile Ribot**, 46 ans, membre du Directoire.

Nommée à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 30 septembre 2008 et viendra à expiration le 29 septembre 2014.

#### *Principaux autres mandats*

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

**Jean-Camille Uring**, 62 ans, membre du Directoire.

Nommé à cette fonction le 28 mars 2012, son mandat viendra à expiration le 29 septembre 2014.

#### *Principaux autres mandats*

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

## LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf en cas de fusion, conformément aux dispositions légales applicables.

Composé de quatre membres au 31 décembre 2012, le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire. Il se réunit au moins quatre fois par an pour examiner le rapport trimestriel que doit lui présenter ce dernier. Il vérifie et contrôle les documents afférents aux comptes sociaux et consolidés que lui remet le Directoire dans les trois mois de la clôture de l'exercice.

À toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

En 2012, il s'est réuni le 28 mars, le 27 juin, le 28 septembre, le 17 octobre et le 20 décembre.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés et révoqués dans les conditions prévues par la loi. Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'Assemblée générale détermine la rémunération éventuelle des membres du Conseil de surveillance. Le nombre de membres du Conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des membres du Conseil en fonction.

## Composition du Conseil de surveillance

**Jacques Lefèvre**, 75 ans, Président d'Honneur du Conseil de surveillance  
Nommé à cette fonction le 20 décembre 2012.

**Dominique Gaillard**, 53 ans, Président du Conseil de Surveillance  
Nommé à cette fonction le 17 octobre 2012, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

### Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Axa Private Equity.

**Lise Fauconnier**, 48 ans, Vice président du Conseil de Surveillance  
Nommée à cette fonction le 17 octobre 2012, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

### Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Axa Private Equity.

**Alexandra Goltsova**, 32 ans, membre du Conseil de Surveillance  
Nommée à cette fonction le 17 octobre 2012, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

### Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Axa Private Equity.

**Laurent Roquette**, 39 ans, membre du Conseil de Surveillance  
Nommé à cette fonction le 17 octobre 2012, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

### Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Axa Private Equity.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par différents comités :

## LE COMITÉ EXÉCUTIF

Pour l'assister dans ses décisions, le Directoire a institué un Comité exécutif qui est composé des principaux responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe.

Organe de concertation, recommandations et exécution, le Comité exécutif se réunit pour instruire les dossiers et aider le Directoire à arrêter les décisions relevant de sa compétence. Il étudie les propositions d'amélioration émises par les Comités d'orientation et de coordination. Il assure également la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques du Groupe.

Le Comité exécutif se réunit au moins quatre fois par an, dans une composition resserrée ou élargie en fonction des thèmes à traiter.

Au cours de l'année 2012, il s'est réuni le 30 mars, le 25 juin, le 21 septembre, le 8 novembre et le 14 décembre et a débattu des principaux sujets suivants :

- formation des résultats consolidés ;
- ressources humaines ;
- développement du dispositif commercial à l'international ;
- communication interne et externe / bicentenaire du Groupe ;
- politique marketing ;
- politique recherche et développement ;
- point d'avancement des travaux sur l'efficacité commerciale ;
- suivi des actions en matière de « Responsabilité Sociale d'Entreprise ».

## Composition du Comité exécutif

**Daniel Brunelli-Brondex**, 52 ans,  
Directeur de la division Aluminium.

**Benoît Caratgé**, 59 ans,  
Directeur de la division Acier / Verre.

**Jean-Marie Caroff**, 51 ans,  
Directeur international du Groupe.

**Alain Cordonnier**, 52 ans,  
Directeur de la division Ciment.

**Michel Dancette**, 59 ans,  
Directeur de l'Innovation et de la Responsabilité Sociale d'Entreprise.

**Sylvain Dulude**, 50 ans,  
Directeur Pays Amérique du Nord.

**Denis Hugelmann**, 55 ans,  
Directeur de la division Automobile.

**Jean-Paul Sauteraud**, 61 ans,  
Directeur juridique du Groupe.

**Michelle XY Shan**, 47 ans,  
Directeur Pays Chine.

**Paule Viallon**, 47 ans,  
Directeur des ressources humaines du Groupe.

## LE DIRECTEUR PAYS

L'ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même pays (ou région) est placé, à l'intérieur d'une structure matricielle, sous l'autorité d'un Directeur Pays, qui :

- anime, le cas échéant, le Comité d'orientation dudit pays ;
- est le correspondant privilégié des services fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux filiales du pays ;
- veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées ;
- informe Fives des difficultés d'application de ses instructions et directives dues notamment aux particularismes locaux ;
- relaie Fives dans le processus d'intégration des sociétés nouvellement acquises ;
- gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des filiales du pays avec celles-ci ;
- est une force de proposition sur les synergies pays.

## LES COMITÉS D'ORIENTATION

Le Directoire a institué des Comités d'orientation par zone géographique dont la vocation première est d'être le creuset de la créativité du Groupe.

Ces Comités, rassemblant, par zone géographique, des directeurs généraux de filiales, ainsi que certains responsables des départements fonctionnels de Fives et/ou du pays concerné, créent de la transversalité régionale et assurent une proximité des organes de direction du Groupe avec les besoins opérationnels.

La composition des Comités d'orientation est fixée par le Président du Directoire en début d'année pour l'année à venir, en fonction des enjeux et priorités stratégiques.

Mise en œuvre dès 2012 sur les zones France, Amérique du Nord et Chine, l'organisation de tels comités s'étendra ultérieurement à d'autres pays, en accompagnement du développement du Groupe.

Les Comités d'Orientation se réunissent trois à quatre fois par an.

## LE COMITÉ DE COORDINATION

Le Directoire, souhaitant renforcer la transversalité fonctionnelle, a créé le Comité de coordination, composé de l'ensemble des Directeurs de départements fonctionnels de Fives, dont la vocation est :

- d'accompagner globalement les filiales du Groupe dans leur développement ;
- de relayer la communication informelle ;
- d'assurer la cohérence des politiques et mesures préconisées.

Le Comité de coordination se réunit deux à trois fois par an.

## LE COMITÉ DES COMPTES

Le Comité des comptes, organe d'information du Conseil de surveillance, est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

**Dominique Gaillard**, Président du Comité des comptes.

**Lise Fauconnier**, membre du Comité des comptes.

**Laurent Roquette**, membre du Comité des comptes.

Assistent également à ce Comité, le Président du Directoire, le Directeur financier, le Directeur du contrôle financier Groupe, le Directeur de la Consolidation, la Trésorière Groupe ainsi que les Commissaires aux comptes de la société.

Sa mission consiste principalement à :

- examiner et évaluer les documents financiers diffusés par Fives dans le cadre de l'arrêté de ses comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels ;
- donner un avis au Conseil de surveillance sur les éventuelles modifications des principes et règles comptables mises en œuvre ;
- examiner les modalités d'exercice du contrôle interne et externe en rapport avec les comptes consolidés de la société.

Le Comité des comptes se réunit au moins deux fois par an. En 2012, il s'est réuni le 28 mars et le 28 septembre.

## LE COMITÉ DES NOMINATIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des nominations et des rémunérations est chargé de proposer au Conseil de surveillance la nomination des membres du Directoire, le renouvellement éventuel de ces derniers, ainsi que le montant de leur rémunération.

Il est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

**Dominique Gaillard**, Président du Comité des Nominations et des rémunérations.

**Lise Fauconnier**, membre du Comité des Nominations et des rémunérations.

En 2012, le Comité des nominations et des rémunérations s'est réuni le 28 mars.

## LE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et les règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les valeurs, normes et règles internes ;



■ d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.

Concernant la prévention et la maîtrise des risques résultant de l'activité ainsi que le comportement des personnels, l'organisation du groupe Fives est fondée sur :

- la qualité, l'implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
- une coordination par pôle d'activité ;
- la mise en œuvre, dans le cadre d'un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe, d'un Manuel de directives et recommandations, constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d'assise aux limitations internes apportées par les Conseils d'administration des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs généraux et Directeurs généraux délégués (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l'objet d'une revue approfondie dont l'objectif est d'éviter de prendre des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l'activité ou l'image de la société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l'objet, au minimum une fois par trimestre, d'une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d'effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l'affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

Concernant l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, le contrôle interne s'articule autour des éléments suivants :

- la mise en place d'une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l'expérience des personnels ;
- un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;
- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s'assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

## LE CONTRÔLE EXTERNE

Les Commissaires aux comptes de la société sont :

- Ernst & Young et Autres, représenté par Marc Stoessel. Commissaire aux comptes titulaire, nommé le 27 juin 2012.
- Deloitte & Associés, représenté par Pascal Colin. Commissaire aux comptes titulaire, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- Auditex, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.

■ Beas, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes individuels et consolidés annuels. Les comptes individuels et les comptes consolidés de la société ont fait l'objet, jusqu'à présent, de certifications sans réserve.



## RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

### RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

#### Capital social

Le capital social de Fives s'élève au 31 décembre 2012 à 102 723 764 €. Il est divisé en 2 185 612 actions de 47 € de nominal chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont nominatives.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

#### Évolution du capital social

Le capital social n'a fait l'objet d'aucune évolution au cours de l'exercice 2012.

Pour mémoire, le capital social a fait l'objet d'une augmentation le 15 décembre 2011 d'un montant de 78 682 032 € par élévation de la valeur nominale de 36 € et a ainsi été porté de 24 041 732 € à 102 723 764 €.

#### Actionnariat

Le principal actionnaire de Fives au 31 décembre 2012 est la société FL Investco. Sa participation dans le capital social s'élève à 99,99 %.

#### Plan d'options d'achat d'actions et attribution gratuites d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2012, de plan d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuites d'actions qui auraient été mis en place par la société.

#### Dividendes / Distribution de réserves

Il n'a été versé aucun dividende au cours de l'exercice 2010.

L'Assemblée générale mixte du 15 décembre 2011 a décidé de procéder à une distribution exceptionnelle d'un montant total de 98 352 540 €, soit 45 € par action.

Ce montant a été mis en paiement le 15 décembre par inscription en compte courant à hauteur de 78 682 032 €, et le 16 décembre par versement du solde, soit 19 670 508 €. Ce compte courant a été intégralement soldé par compensation de créances dans le cadre de la libération de l'augmentation de capital intervenue le 15 décembre 2011.

L'Assemblée générale ordinaire du 20 décembre 2012 a décidé de procéder à une distribution exceptionnelle d'un montant total de 39 996 699,60 €, soit 18,30 € par action.

### RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

#### Dénomination et siège social

Fives, 27-29 rue de Provence, 75009 Paris

#### Forme juridique

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance depuis le 13 septembre 2001.

#### Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

#### Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris

#### Exercice social

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

#### Objet social (résumé de l'article 3 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines de l'industrie et notamment dans les domaines liés à la production et à l'utilisation de l'énergie, à la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier, du sucre et de produits chimiques, à l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, logistique, ...) et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

#### Répartition statutaire des bénéfices

(résumé de l'article 23 des statuts)

L'Assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales et réglementaires.

La mise en paiement des dividendes ou d'acomptes sur dividendes s'effectue selon les modalités prévues par la loi.

## Conditions de tenue des Assemblées générales

(résumé des articles 18, 19 et 21 des statuts)

Les Assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi et présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en cas d'empêchement, par celui de ses membres que le Conseil aura désigné à cet effet.

L'ordre du jour est arrêté conformément aux dispositions légales.

Les Assemblées générales délibèrent et décident valablement dans les conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Le droit de vote est exercé par les usufruitiers dans les Assemblées ordinaires et par les nus-propriétaires dans les Assemblées extraordinaires.

Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations des Assemblées, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires sans exception. Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial coté et paraphé conformément à la loi, tenu au siège social.

## Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux d'Assemblées générales et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les actionnaires au siège social.



# SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS .....	30	3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE .....	44
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL .....	31	4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES .....	45
BILANS CONSOLIDÉS .....	32	5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION .....	46
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS .....	34	5.1. Évolution du périmètre de consolidation en 2012.....	46
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES .....	35	6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS .....	47
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS .....	36	6.1. Information par secteur opérationnel.....	47
1. PRINCIPES GÉNÉRAUX .....	36	6.2. Chiffre d'affaires.....	48
2. PRINCIPES COMPTABLES .....	36	6.3. Charges de personnel et effectifs.....	49
2.1. Déclaration de conformité.....	36	6.4. Frais de recherche et développement.....	49
2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés .....	37	6.5. Dotations aux amortissements incluses	
2.3. Présentation des états financiers .....	37	dans le résultat opérationnel courant .....	50
2.4. Méthodes de consolidation .....	37	6.6. Résultat financier .....	50
2.5. Changements de méthodes comptables.....	37	6.7. Charge d'impôt.....	51
2.6. Jugements et estimations significatifs .....	37	6.8. Écarts d'acquisition.....	52
2.7. Transactions en devises étrangères.....	38	6.9. Immobilisations incorporelles.....	53
2.8. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro .....	38	6.10. Immobilisations corporelles.....	54
2.9. Information sectorielle.....	38	6.11. Actifs financiers courants et non courants.....	55
2.10. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition .....	38	6.12. Stocks et travaux en cours.....	56
2.11. Frais de recherche et développement.....	39	6.13. Contrats de construction .....	56
2.12. Autres immobilisations incorporelles.....	39	6.14. Créances clients .....	57
2.13. Immobilisations corporelles .....	40	6.15. Autres actifs courants.....	58
2.14. Contrats de location-financement.....	40	6.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	58
2.15. Pertes de valeur des écarts d'acquisition,		6.17. Tableau des flux de trésorerie.....	59
immobilisations incorporelles ou corporelles.....	40	6.18. Capitaux propres .....	59
2.16. Actifs et passifs financiers.....	40	6.19. Résultat net par action .....	60
2.17. Reconnaissance du chiffre d'affaires.....	42	6.20. Provisions courantes et non courantes.....	60
2.18. Stocks et travaux en cours (hors contrats de construction).....	42	6.21. Passifs financiers courants et non courants.....	64
2.19. Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	42	6.22. Autres passifs courants et non courants .....	65
2.20. Provisions .....	43	6.23. Contrats de location.....	66
2.21. Engagements en matière de retraite .....	43	6.24. Gestion des risques financiers.....	67
2.22. Provision pour médailles du travail.....	43	6.25. Valeur des actifs et passifs financiers par catégories.....	70
2.23. Impôts sur les résultats .....	43	6.26. Engagements hors bilan .....	70
2.24. Résultat net par action .....	44	6.27. Parties liées .....	70
		6.28. Honoraires des commissaires aux comptes .....	71
		6.29. Événements postérieurs à la clôture .....	71
		6.30. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2012 .....	72

# COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

## COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2012	2011
<b>Chiffre d'affaires</b>	6.2	<b>1 507 878</b>	<b>1 268 312</b>
Coût des ventes		(1 183 727)	(988 045)
<b>Marge brute</b>		<b>324 151</b>	<b>280 267</b>
Frais commerciaux		(76 305)	(65 205)
Frais administratifs		(127 932)	(111 000)
Frais de recherche et développement	6.4	(20 673)	(19 240)
Participation et intéressement des salariés		(3 748)	(4 105)
Autres produits et charges opérationnels		1 762	456
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	6.5	(4 584)	(4 945)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>92 671</b>	<b>76 228</b>
Coûts de restructuration		(698)	(723)
Pertes de valeur			(846)
Résultat de cessions et frais d'acquisition		389	330
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>92 362</b>	<b>74 989</b>
Coût de l'endettement financier net	6.6	(160)	(560)
Autres produits et charges financiers	6.6	(3 988)	(29)
<b>Résultat financier</b>		<b>(4 148)</b>	<b>(589)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>88 214</b>	<b>74 400</b>
Charge d'impôt	6.7	(35 890)	(33 413)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>52 324</b>	<b>40 987</b>
Part du groupe Fives		50 811	40 419
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 513	568
<b>Résultat net par action (en euros)</b>	6.19	<b>23,25</b>	<b>18,49</b>

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	2012	2011
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>52 324</b>	<b>40 987</b>
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(74)	272
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	(12)	18
Gains et pertes actuariels	(9 015)	(6 785)
Variation des écarts de conversion	(2 802)	4 110
Effets d'impôt sur les autres éléments du résultat global	2 519	1 422
<b>Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôts</b>	<b>(9 384)</b>	<b>(963)</b>
<b>Résultat global</b>	<b>42 940</b>	<b>40 024</b>
Attribuable :		
- Groupe	41 254	39 449
- Participations ne donnant pas le contrôle	1 686	575
Détail des effets d'impôt sur les autres éléments du résultat global :		
Impôt sur la variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	39	(97)
Impôt sur la variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	5	(6)
Impôt sur gains et pertes actuariels	2 475	1 525
<b>Total</b>	<b>2 519</b>	<b>1 422</b>

## BILANS CONSOLIDÉS

## Actifs

En milliers d'euros	Notes	31.12.12	31.12.11
Écarts d'acquisition	6.8	124 774	122 352
Immobilisations incorporelles	6.9	30 710	33 334
Immobilisations corporelles	6.10	116 942	108 293
Actifs financiers non courants	6.11	7 276	9 734
Impôts différés actifs	6.7	20 577	18 941
<b>Actifs non courants</b>		<b>300 279</b>	<b>292 654</b>
Stocks et travaux en cours	6.12	167 415	143 714
Contrats de construction - montants à l'actif	6.13	90 539	118 232
Créances clients	6.14	334 866	312 152
Autres actifs courants	6.15	72 200	72 451
Actifs financiers courants	6.11	2 575	20 460
Actifs d'impôts courants		5 653	3 909
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.16	266 848	240 358
<b>Actifs courants</b>		<b>940 096</b>	<b>911 276</b>
<b>Total actif</b>		<b>1 240 375</b>	<b>1 203 930</b>

Les données au 31 décembre 2011 ont été retraitées du changement de présentation sur les contrats (cf note 4.)

## Passifs et capitaux propres

En milliers d'euros	Notes	31.12.12	31.12.11
Capital social		102 724	102 724
Primes et réserves consolidées		83 716	90 936
Écarts de conversion		7 518	10 717
Résultat net part du Groupe		50 811	40 419
<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>		<b>244 769</b>	<b>244 796</b>
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		2 389	848
<b>Capitaux propres</b>	6.18	<b>247 158</b>	<b>245 644</b>
Provisions non courantes	6.20	53 338	43 426
Passifs financiers non courants	6.21	30 984	41 398
Autres passifs non courants	6.22	2 038	1 331
Impôts différés passifs	6.7	6 321	4 523
<b>Passifs non courants</b>		<b>92 681</b>	<b>90 678</b>
Provisions courantes	6.20	94 045	90 383
Passifs financiers courants	6.21	56 972	45 292
Contrats de construction - montants au passif	6.13	261 103	310 400
Fournisseurs et comptes rattachés		251 497	212 809
Dettes d'impôts courants		13 814	14 207
Autres passifs courants	6.22	223 105	194 518
<b>Passifs courants</b>		<b>900 536</b>	<b>867 609</b>
<b>Total passifs et capitaux propres</b>		<b>1 240 375</b>	<b>1 203 930</b>

Les données au 31 décembre 2011 ont été retraitées du changement de présentation sur les contrats (cf note 4.)



## FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2012	2011
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>		<b>239 238</b>	<b>214 031</b>
<b>Opérations d'exploitation</b>			
<b>Résultat net total des sociétés consolidées</b>		<b>52 324</b>	<b>40 987</b>
Élimination de la variation des provisions non courantes		(269)	(2 310)
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations		22 447	20 998
Élimination des plus ou moins values de cession		(944)	(1 019)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		(1 486)	1 406
Élimination de la charge/(produit) d'impôt	6.7	35 892	33 413
Élimination du coût de l'endettement financier net	6.6	160	560
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>108 124</b>	<b>94 035</b>
Variation du BFR lié à l'activité	6.17	4 655	29 477
Impôts sur les sociétés payés		(35 828)	(21 262)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>		<b>76 951</b>	<b>102 250</b>
<b>Opérations d'investissements</b>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(28 534)	(19 025)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		3 435	1 156
Variation des actifs financiers		16 116	(15 182)
Incidence des variations de périmètre		(696)	(1 062)
<b>Flux de trésorerie sur opérations d'investissements</b>		<b>(9 679)</b>	<b>(34 113)</b>
<b>Opérations de financement</b>			
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		(625)	
Dividendes versés par la société mère		(39 998)	(19 670)
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(593)	
Subventions reçues			98
Variation des dettes financières		3 459	(22 970)
Intérêts financiers nets décaissés		(627)	(826)
<b>Flux de trésorerie sur opérations de financement</b>		<b>(38 384)</b>	<b>(43 748)</b>
Incidence de la variation des cours de change		(2 563)	818
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>26 325</b>	<b>25 207</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	6.16	<b>265 563</b>	<b>239 238</b>

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>24 042</b>	<b>197 899</b>	<b>(4 923)</b>	<b>6 270</b>	<b>(12)</b>	<b>(118)</b>	<b>223 158</b>	<b>2 175</b>	<b>225 333</b>
Résultat net de la période		40 419					40 419	568	40 987
Autres éléments du résultat global			(5 281)	4 124	12	175	(970)	7	(963)
<b>Résultat net et autres éléments du résultat global</b>		<b>40 419</b>	<b>(5 281)</b>	<b>4 124</b>	<b>12</b>	<b>175</b>	<b>39 449</b>	<b>575</b>	<b>40 024</b>
Distribution de dividendes		(98 352)					(98 352)	(380)	(98 732)
Augmentation de capital	78 682						78 682		78 682
Autres variations		1 537		322			1 859	(1 522)	337
<b>Capitaux propres au 31.12.2011</b>	<b>102 724</b>	<b>141 503</b>	<b>(10 204)</b>	<b>10 716</b>		<b>57</b>	<b>244 796</b>	<b>848</b>	<b>245 644</b>

En milliers d'euros	Capital	Réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	<b>102 724</b>	<b>141 503</b>	<b>(10 204)</b>	<b>10 716</b>		<b>57</b>	<b>244 796</b>	<b>848</b>	<b>245 644</b>
Résultat net de la période		50 811					50 811	1 513	52 324
Autres éléments du résultat global			(6 345)	(3 170)	(7)	(35)	(9 557)	173	(9 384)
<b>Résultat net et autres éléments du résultat global</b>		<b>50 811</b>	<b>(6 345)</b>	<b>(3 170)</b>	<b>(7)</b>	<b>(35)</b>	<b>41 254</b>	<b>1 686</b>	<b>42 940</b>
Distribution de dividendes		(39 998)					(39 998)	(593)	(40 591)
Autres variations		(1 268)	14	(29)			(1 283)	448	(835)
<b>Capitaux propres au 31.12.2012</b>	<b>102 724</b>	<b>151 048</b>	<b>(16 535)</b>	<b>7 517</b>	<b>(7)</b>	<b>22</b>	<b>244 769</b>	<b>2 389</b>	<b>247 158</b>

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### 1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Fives (la « Société ») est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 27-29 rue de Provence, 75009 Paris (France).

Les sociétés du groupe Fives ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d'ingénierie et de gestion de projets complexes.

Les comptes consolidés de la Société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Ces comptes ont été établis dans le référentiel IFRS sous la responsabilité du Directoire qui les a arrêtés le 26 mars 2013. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale qui aura lieu le 25 juin 2013. Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

### 2. PRINCIPES COMPTABLES

#### 2.1. Déclaration de conformité

Les comptes consolidés de Fives pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont été établis conformément aux normes internationales telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union Européenne au 31 décembre 2012. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2012 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2011 pour le référentiel IFRS, à l'exception des normes adoptées par l'Union Européenne et dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Les textes d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 sont :

- amendements à IFRS 7 « Transferts d'actifs financiers » applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2011.

L'application de cette norme n'a aucune incidence sur les comptes du Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée, dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2012, des normes et interprétations dont l'application n'est pas encore obligatoire.

- Amendements à IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) », pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012, soit pour Fives le 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- Amendements à IAS 19 « Avantages au personnel », pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- Amendements à IAS 12 « Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

En outre, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les textes suivants qui devraient faire l'objet d'une approbation par l'Union européenne au plus tôt en 2013 :

- IFRS 9 et compléments « Instruments financiers » (phase 1 : classification et évaluation des actifs et passifs financiers) applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2015.
- IFRS 10 « États financiers consolidés » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- IFRS 11 « Partenariats » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- IAS 27 R « États financiers individuels » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- IAS 28 R « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- Amendements à IFRS 7 « Informations à fournir - compensation des actifs financiers et des passifs financiers » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2014.
- Améliorations annuelles 2009-2011 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- Amendements à IFRS 1 « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les nouveaux adoptants » et « Prêts gouvernementaux » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2012 n'intègrent donc pas les éventuels impacts de ces normes. Le Groupe en étudie actuellement les impacts potentiels sur ses comptes.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union Européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm#adopted-commission).

## 2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction ;
- les actifs financiers disponibles à la vente ;
- les instruments financiers dérivés.

## 2.3. Présentation des états financiers

En application de la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers », les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

## 2.4. Méthodes de consolidation

Les filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il y a présomption de contrôle exclusif lorsque la détention des droits de vote, directe et indirecte, est supérieure à 50 %. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, en fonction du pourcentage d'intérêt du Groupe. Le contrôle conjoint est le partage, en vertu d'un accord contractuel, du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur consentement unanime.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur. Le cas échéant, la quote-part de résultat de la période est présentée dans la ligne « Quote-part de résultat net des entreprises associées » du compte de résultat.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes

comptables retenus par le Groupe. Les incidences des transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des filiales, coentreprises et entreprises associées est présentée en note 6.30.

## 2.5. Changements de méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées sont identiques pour les périodes présentées.

## 2.6. Jugements et estimations significatifs

Lors de l'établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l'ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d'événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différant de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitudes liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-après.

### **Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de construction et de services à long terme et provisions y afférentes.**

Le chiffre d'affaires et la marge brute des contrats de construction et contrats de services à long terme sont comptabilisés en fonction de l'avancement des coûts. Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le chiffre d'affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d'un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

### Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l'obligation. Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

### Dépréciation d'actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu'existe un indice de perte de valeur.

Les autres actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites en note 2.15 « Pertes de valeurs des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles ».

### Impôts différés actifs

Les actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants: (i) le montant net d'impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité des bénéfices imposables futurs.

### Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions. En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

## 2.7. Transactions en devises étrangères

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 « Effet des variations des cours des monnaies étrangères », les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

## 2.8. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante :

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres dans la rubrique « Écarts de conversion ».

## 2.9. Information sectorielle

Les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base du Reporting interne utilisé par le Directoire afin d'allouer les ressources aux différents secteurs et d'évaluer leurs performances. Il n'y a pas de regroupements de secteurs.

Le Directoire est le « principal décideur opérationnel » du Groupe au sens d'IFRS 8.

Les méthodes utilisées pour mesurer les indicateurs clés de chaque secteur lors de l'élaboration du Reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

## 2.10. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (goodwill partiel).

Cette option est offerte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Le cas échéant, l'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

En cas d'acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l'ensemble des actifs acquis et passifs repris, l'écart d'acquisition est comptabilisé directement au compte de résultat en « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les éventuelles pertes de valeur sont enregistrées dans la rubrique « pertes de valeur » du compte de résultat.

Les modalités du test sont décrites en note 2.15.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté, dans la mesure du possible, à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ;
- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et doit être comptabilisée selon IAS 27 directement en capitaux propres ;
- en cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu'il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés.

En cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d'entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise.

## 2.11. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes, requises par la norme IAS 38, sont simultanément remplies :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

Ces conditions n'étant pas réunies pour les projets de développement en cours sur les périodes présentées, aucune dépense n'a été immobilisée.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses filiales et notamment le crédit d'impôt recherche en France. Ces crédits d'impôt sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant.

## 2.12. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles, à l'exception des marques, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires.

La valeur des immobilisations incorporelles amortissables est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et celle des immobilisations incorporelles non amortissables (notamment les marques) est testée au moins une fois par an, à la clôture de l'exercice, et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Les dotations aux amortissements et les pertes de valeur des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont présentées dans des rubriques spécifiques du compte de résultat consolidé.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation attendue (1 à 5 ans).

### 2.13. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Un plan d'amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de certains gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d'amortissement retenu est linéaire.

Les durées d'utilité sont en général les suivantes :

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction : 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre : 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques : 15 à 20 ans ;
- agencements : 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines : 15 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages : 5 à 15 ans.

### 2.14. Contrats de location-financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens ; en contrepartie, il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

### 2.15. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur au travers d'un test de dépréciation :

- pour les actifs incorporels non amortissables et les écarts d'acquisition : à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d'apparition d'indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs : dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l'environnement de l'entreprise,...).

Les UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie.

Pour les besoins du management, les écarts d'acquisition résultant de regroupements d'entreprises sont suivis au niveau des secteurs d'activité tels que décrits en note 6.1. Ces écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

La valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT est fondée sur la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des UGT ou regroupements d'UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le management :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d'actualisation est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital du Groupe et est déterminé par un expert indépendant ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses détaillées retenues sont présentées en note 6.8.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

### 2.16. Actifs et passifs financiers

#### Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, en général égale au coût d'acquisition.

### Classification et évaluation lors des arrêts comptables

Les actifs et passifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l'une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Actifs financiers mesurés à leur juste valeur	Juste valeur	Résultat
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs disponibles à la vente	Juste valeur	Capitaux propres
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti	N/A
Passifs financiers	Coût amorti	N/A

### Actifs financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction, c'est à dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP,...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

### Prêts et créances

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d'une éventuelle dépréciation.

### Actifs disponibles à la vente

Les titres de participation non consolidés sont traités comme des titres disponibles à la vente et sont donc valorisés à leur juste valeur, les gains et pertes latents étant enregistrés dans les capitaux propres, à l'exception des pertes latentes jugées durables qui sont enregistrées dans le compte de résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu'il est disponible. En l'absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l'analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l'actif net réévalué.

### Dettes financières

Lors de l'inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur qui correspond à son prix d'émission diminuée du montant de son coût d'émission.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui permet d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

### Instruments dérivés

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Dans le cas de la couverture du risque de taux, il s'agit principalement de swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les filiales françaises le cas échéant, par la souscription de polices COFACE change.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché à la date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l'exception de la part efficace des dérivés désignés de couverture de flux de trésorerie qui est comptabilisée dans les capitaux propres.

### Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- « l'efficacité » de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêt de façon prospective et rétrospective.

La majorité des dérivés de taux et de change utilisés par Fives sont qualifiés d'instruments de couverture.

Le Groupe retient la typologie de couverture suivante :

### Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l'élément couvert ; l'effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.



**Couverture de flux de trésorerie**

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturées. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couvertures de taux.

**Instruments dérivés non qualifiés de couverture**

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées directement dans le résultat financier de l'exercice.

Il s'agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n'ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couvertures comptables.

**2.17. Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires est composé des revenus des contrats de construction, des ventes de biens et des prestations de services produits dans le cadre des activités du Groupe.

**Contrats de construction**

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction ou de finalité. Les contrats de construction présentent un degré de complexité et/ou d'intégration élevé, impliquant généralement la réalisation d'études spécifiques. Les revenus sont liés à l'atteinte de performances garanties dans des délais définis contractuellement.

La marge à terminaison sur les contrats à long terme est estimée sur la base d'analyses des coûts et des recettes à terminaison révisées de manière périodique et régulière pendant toute la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires et la marge sont constatés selon la méthode de l'avancement, au fur et à mesure de l'exécution des contrats. Le pourcentage d'avancement applicable à chaque contrat est déterminé par le rapport des coûts encourus sur les coûts estimés à terminaison.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

Pour chaque contrat de construction, le montant cumulé des coûts encourus à chaque clôture, majoré des marges constatées et diminué du montant des facturations intermédiaires ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées, est déterminé contrat par contrat. Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique « Contrats de construction – montants à l'actif ». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique « Contrats de construction – montants au passif ».

L'excédent des facturations émises sur les encaissements reçus figure en créances clients.

Le stade de 100 % d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

**Ventes de biens et prestations de services**

La comptabilisation des ventes de biens et des prestations de services relève de la norme IAS 18 qui précise les critères de reconnaissance du revenu :

- les produits d'une vente de biens, tels les équipements ou les machines isolées, sont comptabilisés lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété du matériel ;
- les produits relatifs à une prestation de services sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la prestation.

Les ventes d'équipements ou de machines isolées sont considérées comme des ventes de biens.

**2.18. Stocks et travaux en cours (hors contrats de construction)**

Les stocks et travaux en cours (hors contrats de construction) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

**2.19. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils compren-

nent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme, à capital garanti à tout moment, soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

## 2.20. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats de construction en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques « Contrats de construction – montants à l'actif » ou « Contrats de construction – montants au passif ». À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts.

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats de construction sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

## 2.21. Engagements en matière de retraite

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraite. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs le cas échéant ;
- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à IAS 19 – « Avantages au personnel ».

La charge de l'exercice, correspondant au coût des services rendus et des services passés, ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régimes de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la « désactualisation » de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

## 2.22. Provision pour médailles du travail

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

## 2.23. Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

### Traitement de la CVAE

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE, est un agrégat intermédiaire de résultat net. Il comptabilise donc la CVAE comme un impôt sur les résultats.

### Imposition différée

L'impôt différé résulte d'une part des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, et, d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par :

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;

■ des participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour le calcul des dépréciations.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

## 2.24. Résultat net par action

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

## 3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

### Contexte économique

L'exercice 2012 est marqué par une forte croissance du chiffre d'affaires, qui constitue, à 1 508 M€, le nouveau record du Groupe. Ce chiffre traduit la nette reprise des commandes observée au cours de l'année 2011, qui s'était achevée avec un carnet de clôture historique de 1 552 M€, mais également la bonne tenue des enregistrements de petites commandes récurrentes (équipements isolés, pièces de rechange, prestations d'assistance technique), qui ont encore progressé en 2012 malgré un environnement économique difficile.

Après le rebond initié fin 2010, les perspectives de l'économie mondiale se sont en effet brutalement assombries depuis la fin de l'année 2011. L'investissement industriel a été fortement affecté en 2012 par les tensions sur l'accès au financement et le ralentissement des pays émergents, le climat d'incertitude ayant pesé sur les décisions des principaux donneurs d'ordre, qui ont reporté la majorité de leurs grands projets. Les prises de commande du Groupe, après une année record en 2011 (1 674 M€), sont néanmoins restées robustes en 2012, à 1 324 M€, soit une performance supérieure à celles réalisées entre 2008 et 2010.

Ce contexte économique a été pris en compte pour les évaluations comptables. Les tests de pertes de valeur ont conclu, en 2012, comme en 2011, à l'absence de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles du Groupe.

### Croissance externe

Le 10 janvier 2012, le Groupe a réalisé l'acquisition de CBL Combustion Systems Pvt. Ltd. société indienne spécialisée dans la conception et la fourniture d'équipements de combustion (devenue depuis Fives Combustion Systems Pvt. Ltd.), servant en particulier les domaines de l'énergie et des minéraux. Cette acquisition marque une nouvelle étape dans le développement du Groupe en Inde et la croissance de son dispositif opérationnel local.

Le 1<sup>er</sup> mars 2012, le Groupe a acquis les activités carbochimie et distillation de l'entité Litwin, basées à Mulhouse, en France. Cette acquisition a donné lieu à la création de la société Solios Chemical, qui réalise une part importante de son chiffre d'affaires en Chine auprès de clients sidérurgistes.

## 4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES

### Méthode de présentation des contrats de construction

Afin de se conformer à la pratique dominante des sociétés du secteur et de mieux répondre aux attentes des lecteurs des états financiers, la présentation des éléments de bilan relatifs aux contrats de construction a été modifiée.

Le Groupe estime que la nouvelle présentation, conforme à IAS 11, donne une meilleure information aux lecteurs des états financiers.

Les rubriques « Contrats de construction - montants à l'actif » et « Contrats de construction - montants au passif », présentent les coûts encourus à la date de clôture augmentés des marges constatées, diminués des éventuelles pertes à terminaison et de la facturation émise.

Auparavant, elles présentaient les coûts encourus à la date de clôture augmentés des marges constatées, diminués des éventuelles pertes à terminaison et des encaissements.

Ces calculs sont faits contrat par contrat (cf note 2.17).

L'effet de ce changement de présentation sur le bilan au 31 décembre 2011 est le suivant :

## ACTIFS

En milliers d'euros	31.12.11	Impact présentation	31.12.11 retraité
<b>Actifs non courants</b>	<b>292 654</b>		<b>292 654</b>
Stocks et travaux en cours	143 714		143 714
Contrats de construction - montants à l'actif	142 481	(24 249)	118 232
Créances clients	184 733	127 419	312 152
Autres actifs courants	72 451		72 451
Actifs financiers courants	20 460		20 460
Actifs d'impôts courants	3 909		3 909
Trésorerie et équivalents de trésorerie	240 358		240 358
<b>Actifs courants</b>	<b>808 106</b>	<b>103 170</b>	<b>911 276</b>
<b>Total actif</b>	<b>1 100 760</b>	<b>103 170</b>	<b>1 203 930</b>

## PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31.12.11	Impact présentation	31.12.11 retraité
<b>Capitaux propres</b>	<b>245 644</b>		<b>245 644</b>
<b>Passifs non courants</b>	<b>90 678</b>		<b>90 678</b>
Provisions courantes	90 383		90 383
Passifs financiers courants	45 292		45 292
Contrats de construction - montants au passif	202 178	108 222	310 400
Fournisseurs et comptes rattachés	212 809		212 809
Dettes d'impôts courants	14 207		14 207
Autres passifs courants	199 570	(5 052)	194 518
<b>Passifs courants</b>	<b>764 439</b>	<b>103 170</b>	<b>867 609</b>
<b>Total passifs et capitaux propres</b>	<b>1 100 760</b>	<b>103 170</b>	<b>1 203 930</b>

## 5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation figure en note 6.30.

### 5.1. Évolution du périmètre de consolidation en 2012

#### Entrées de périmètre

- Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd. ;
- Fives North American Combustion Spain SL ;
- Solios Services Gulf SPC ;
- Solios Chemical S.A. ;
- Fives Combustion Systems Pvt. Ltd.

Les sociétés Fives Engineering Shanghai, Fives North American Combustion Spain et Solios Services Gulf constituent le prolongement de l'activité du Groupe en Chine, dans le domaine de l'énergie en Espagne et dans le domaine de l'aluminium au Moyen-Orient.

Les sociétés Solios Chemical (secteur du métal) et Fives Combustion System (secteur du ciment) sont entrées dans le périmètre de consolidation par croissance externe.

#### Sorties de périmètre

- Penelectro, société sans activité en cours de dissolution.

#### Autres mouvements

- À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, la société Fives Cail KCP est consolidée par mise en équivalence. Elle était auparavant consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle ;
- Le 18 octobre 2012, suite au rachat d'un complément de participation, le pourcentage d'intégration de la filiale Solios Thermal Ltd passe de 75 % à 100%.

Les incidences des prises de contrôle de sociétés sur le bilan du Groupe sont détaillées ci-après :

En milliers d'euros	Solios Chemical	Fives Combustion Systems
Actifs incorporels	2 666	53
Actifs corporels		210
Actifs financiers		308
Stocks		1 254
Clients		1 563
Autres débiteurs	117	325
Trésorerie et équivalents		31
<b>Total des actifs</b>	<b>2 783</b>	<b>3 744</b>
Provisions	2 029	151
Passifs financiers		1 009
Fournisseurs	151	684
Autres créditeurs	473	658
<b>Total des passifs</b>	<b>2 653</b>	<b>2 502</b>
<b>Actif net</b>	<b>130</b>	<b>1 242</b>
<b>Coût d'acquisition</b>	<b>2 000</b>	<b>3 287</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>1 870</b>	<b>2 046</b>

## 6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

### 6.1. Information par secteur opérationnel

Le Groupe a identifié les secteurs suivants :

- **Automobile / Logistique** : activité essentiellement à destination de l'industrie automobile et de l'industrie logistique ;
- **Ciment** : activité principalement à destination de l'industrie du ciment ;
- **Énergie** : activité principalement à destination des industries de production d'énergie de toute forme (nucléaire, fossile et renouvelable) ;
- **Métal** : activité principalement à destination des industries de la sidérurgie, du verre et de l'aluminium ;
- **Autres** : activités non opérationnelles ou de holdings.

#### Information par secteur opérationnel

	2012	2011
Automobile / Logistique	479 871	607 198
Ciment	83 979	243 768
Énergie	355 179	272 677
Métal	404 797	550 682
<b>Total enregistrements de commandes</b>	<b>1 323 826</b>	<b>1 674 325</b>
Automobile / Logistique	541 075	391 271
Ciment	122 202	111 926
Énergie	317 255	290 205
Métal	527 346	474 910
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>1 507 878</b>	<b>1 268 312</b>
Automobile / Logistique	47 037	27 779
Ciment	9 210	18 989
Énergie	21 035	7 909
Métal	28 753	30 692
Autres	(13 364)	(9 141)
<b>Total résultat opérationnel courant</b>	<b>92 671</b>	<b>76 228</b>
Automobile / Logistique	6 144	5 318
Ciment	1 147	1 082
Énergie	7 277	6 736
Métal	7 418	6 935
Autres	461	372
<b>Total dotations aux amortissements et provisions (*)</b>	<b>22 447</b>	<b>20 443</b>

(\*) incluses dans le résultat opérationnel courant.

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi :

31.12.12	Automobile/ Logistique	Ciment	Énergie	Métal	Autres	Total
Écarts d'acquisition	39 062	1 942	61 158	22 612		124 774
Immobilisations corporelles et incorporelles	57 298	4 191	53 411	29 892	2 860	147 652
<b>Total actifs sectoriels</b>	<b>96 360</b>	<b>6 133</b>	<b>114 569</b>	<b>52 504</b>	<b>2 860</b>	<b>272 426</b>
Autres actifs						967 949
<b>Total actifs</b>						<b>1 240 375</b>

31.12.11	Automobile/ Logistique	Ciment	Énergie	Métal	Autres	Total
Écarts d'acquisition	38 971		62 288	21 093		122 352
Immobilisations corporelles et incorporelles	49 996	3 580	55 614	30 172	2 265	141 627
<b>Total actifs sectoriels</b>	<b>88 967</b>	<b>3 580</b>	<b>117 902</b>	<b>51 265</b>	<b>2 265</b>	<b>263 979</b>
Autres actifs						939 951
<b>Total actifs</b>						<b>1 203 930</b>

### 6.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit :

	2012	2011
Contrats de construction	740 615	678 274
Prestations de services	154 450	117 318
Vente de biens	612 813	472 720
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 507 878</b>	<b>1 268 312</b>

#### Chiffre d'affaires par pays de destination

	2012	2011
France	268 898	223 324
Europe (hors France)	176 066	171 451
Afrique et Moyen-Orient	268 168	246 295
Amérique	421 355	295 412
Asie et Océanie	373 391	331 830
<b>Total</b>	<b>1 507 878</b>	<b>1 268 312</b>

**Chiffre d'affaires par pays d'origine**

	2012	2011
France	767 879	687 732
Europe (hors France)	217 151	150 414
Afrique et Moyen-Orient	87 085	45 568
Amérique	306 565	266 536
Asie et Océanie	129 198	118 062
<b>Total</b>	<b>1 507 878</b>	<b>1 268 312</b>

**Information relative aux principaux clients**

Aucun client du Groupe ne représente plus de 10 % de son chiffre d'affaires sur les exercices 2012 et 2011.

**6.3. Charges de personnel et effectifs****Charges de personnel**

	2012	2011
Charges de personnel	<b>384 367</b>	<b>337 805</b>

**Effectifs à fin de période**

Par catégorie	2012	2011
Ingénieurs et cadres	2 523	2 295
Agents de maîtrise et employés	2 435	2 383
Ouvriers	1 563	1 430
<b>Total</b>	<b>6 521</b>	<b>6 108</b>

Par type de contrats	2012	2011
CDI	5 763	5 485
CDD	651	500
Contrats en alternance et stages	107	123
<b>Total</b>	<b>6 521</b>	<b>6 108</b>

**6.4. Frais de recherche et développement**

	2012	2011
Frais de recherche et développement bruts	(22 711)	(21 173)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	2 038	1 933
<b>Total</b>	<b>(20 673)</b>	<b>(19 240)</b>



## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

### 6.5. Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes :

	2012	2011
Inclus dans le coût des ventes	(10 795)	(9 487)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(7 068)	(6 011)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(4 584)	(4 945)
<b>Total</b>	<b>(22 447)</b>	<b>(20 443)</b>

### 6.6. Résultat financier

#### Coût de l'endettement financier net

	2012	2011
Charges financières :		
- sur dettes bancaires et swaps de taux	(664)	(1 591)
- sur location financement	(105)	(141)
Autres charges d'intérêts	(1 986)	(899)
<b>Charges d'intérêts et charges assimilées</b>	<b>(2 755)</b>	<b>(2 631)</b>
Produits financiers sur valeurs mobilières de placement	539	690
Autres produits d'intérêts	2 055	1 381
<b>Produits d'intérêts et produits assimilés</b>	<b>2 595</b>	<b>2 071</b>
<b>Total</b>	<b>(160)</b>	<b>(560)</b>

#### Autres produits et charges financiers

	2012	2011
<b>Revenus des participations</b>	<b>54</b>	<b>193</b>
Profits/(pertes) de change	(1 682)	2 351
Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change	(133)	(1 214)
Var. de JV des instruments dérivés non qualifiés de couverture	501	(352)
<b>Résultat de change</b>	<b>(1 314)</b>	<b>785</b>
Charges financières sur retraite et avantages assimilés	(1 094)	(1 099)
Dotations nettes aux provisions financières	(998)	641
Autres éléments financiers	(636)	(549)
<b>Total</b>	<b>(3 988)</b>	<b>(29)</b>

Le résultat de change s'explique en 2012 comme en 2011 principalement par le résultat de change latent sur les financements apportés en dollars aux filiales américaines pour l'acquisition des sous-groupes North American en 2008 et Bronx en 2010 (cf note 6.24).

## 6.7. Charge d'impôt

## Analyse de la charge d'impôt

	2012	2011
Sociétés françaises intégrées fiscalement	(13 310)	(18 414)
Sociétés françaises non intégrées fiscalement	(1 901)	(1 121)
Sociétés étrangères	(18 176)	(14 301)
<b>Sous-total impôt exigible</b>	<b>(33 387)</b>	<b>(33 836)</b>
<b>Impôt différé</b>	<b>(2 503)</b>	<b>423</b>
<b>Total</b>	<b>(35 890)</b>	<b>(33 413)</b>

## Taux effectif d'impôt

	2012	2011
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>88 214</b>	<b>74 400</b>
<i>Taux d'impôt de la maison mère</i>	<i>34,43 %</i>	<i>33,33 %</i>
(Charge)/produit d'impôt théorique	(30 372)	(24 800)
Incidence :		
Différences de taux	1 745	(696)
Variation des impôts différés actifs non reconnus	(2 252)	(4 030)
Différences permanentes et autres éléments	(2 018)	(1 002)
<b>(Charge)/produit d'impôt</b>	<b>(32 897)</b>	<b>(30 528)</b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>37,29 %</b>	<b>41,03 %</b>
Effet de la CVAE	(2 993)	(2 885)
<b>(Charge)/produit d'impôt constaté</b>	<b>(35 890)</b>	<b>(33 413)</b>

## Impôt exigible des sociétés françaises

Fives et les filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95 % font partie du périmètre d'intégration fiscale formé depuis l'année 2007 par FL Investco, qui est décrit en note 6.30. L'économie d'impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux des sociétés déficitaires avec les résultats fiscaux des sociétés bénéficiaires pour le calcul de l'impôt intégré est constatée dans les comptes de FL Investco.

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

### Impôts différés

Le montant net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

	31.12.11						31.12.12	
	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Variation constatée en résultat	Variation constatée en situation nette	Périmètre	Écarts de conversion et autres	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs
Provisions pour engagements de retraite	10 910		(320)	2 475	60	86	13 211	
Écarts d'acquisition <sup>(1)</sup>	597	(7 706)	(2 601)			181	601	(10 130)
Autres différences temporaires <sup>(2)</sup>	16 833	(3 757)	1 703	77	42	(580)	18 347	(4 029)
<b>Impôts différés actifs/(passifs) bruts</b>	<b>28 340</b>	<b>(11 463)</b>	<b>(1 218)</b>	<b>2 552</b>	<b>102</b>	<b>(313)</b>	<b>32 159</b>	<b>(14 159)</b>
Limitation des impôts différés actifs	(2 459)		(1 285)				(3 744)	
Compensation	(6 940)	6 940					(7 838)	7 838
<b>Impôts différés actifs reconnus</b>	<b>18 941</b>	<b>(4 523)</b>	<b>(2 503)</b>	<b>2 552</b>	<b>102</b>	<b>(313)</b>	<b>20 577</b>	<b>(6 321)</b>
<b>Impôts différés nets</b>	<b>14 418</b>						<b>14 256</b>	

(1) Relatifs à l'amortissement fiscal des écarts d'acquisition des sociétés américaines comptabilisé localement

(2) Principalement sur les provisions sur contrats et actif circulant non déductibles

Les modalités de compensation sont détaillées en note 2.23.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d'utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante. Le montant des impôts différés actifs non reconnus s'élève à 3 744 K€ au 31 décembre 2012.

### 6.8. Écarts d'acquisition

	31.12.11 Net	Variation de périmètre	Transfert	Perte de valeur	Effet des var. de change	31.12.12 Net
Automobile / Logistique	38 971		235		(144)	39 062
Ciment		2 046			(104)	1 942
Énergie	62 288				(1 130)	61 158
Métal	21 093	1 870			(351)	22 612
<b>Total</b>	<b>122 352</b>	<b>3 916</b>	<b>235</b>		<b>(1 729)</b>	<b>124 774</b>

	31.12.2011	31.12.2012
Valeur brute à la clôture	122 538	124 774
Cumul des pertes de valeurs	(186)	
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>122 352</b>	<b>124 774</b>

Les opérations de croissance externe de l'exercice 2012 ont dégagé des écarts d'acquisition de 1 870 K€ pour Solios Chemical et de 2 046 K€ pour Fives Combustion Systems.

Conformément à la norme IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2012 au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- plan moyen terme 2013-2016 ;
- taux de croissance de la valeur terminale : 2 % ;
- taux d'actualisation : 10 % ;
- taux d'impôt sociétés : 33,33 %.

Aucune dépréciation n'est apparue nécessaire.

### Analyse de sensibilité

#### Sensibilité aux taux

Des tests ont été menés avec la combinaison des hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation : 11 % (soit + 1%) ;
- taux de croissance de la valeur terminale : 1 % (soit - 1%).

Sur ces bases, il ne conviendrait pas de constater de pertes de valeur.

#### Sensibilité aux flux

En cas de dégradation de 15 % des flux de trésorerie futurs estimés de n'importe lequel des quatre secteurs du Groupe, aucune perte de valeur ne serait à constater non plus.

## 6.9. Immobilisations incorporelles

	31.12.12			31.12.11		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Brevets développés en interne	118	(83)	35	81	(40)	41
Technologies et R&D acquises	21 148	(9 207)	11 941	21 307	(6 303)	15 004
Marques acquises	5 628	(3)	5 625	5 739	(2)	5 737
Relations clients et autres acquis	6 973	(1 245)	5 728	7 110	(254)	6 856
Carnet de commandes acquis	6 371	(5 335)	1 036	5 797	(4 486)	1 311
Concessions, brevets et licences	16 970	(12 278)	4 692	13 886	(11 304)	2 582
Autres immobilisations incorporelles	4 549	(2 896)	1 653	6 690	(4 887)	1 803
<b>Total</b>	<b>61 757</b>	<b>(31 047)</b>	<b>30 710</b>	<b>60 610</b>	<b>(27 276)</b>	<b>33 334</b>

Au 31 décembre 2012, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

	Brut	Amortissements / Dépréciations	Net
<b>Solde au 31.12.11</b>	<b>60 610</b>	<b>(27 276)</b>	<b>33 334</b>
Acquisitions	2 120		2 120
Sorties et cessions	(857)	857	
Dotations aux amortissements / dépréciations		(6 771)	(6 771)
Reclassements	(2 182)	1 948	(234)
Variations de périmètre	2 846	(129)	2 717
Effet des variations de change	(780)	324	(456)
<b>Solde au 31.12.12</b>	<b>61 757</b>	<b>(31 047)</b>	<b>30 710</b>

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

Au 31 décembre 2011, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analysait comme suit :

	Brut	Amortissements / Dépréciations	Net
<b>Solde au 31.12.10</b>	<b>57 771</b>	<b>(20 224)</b>	<b>37 547</b>
Acquisitions	1 918		1 918
Sorties et cessions	(335)	335	
Dotations aux amortissements / dépréciations		(6 835)	(6 835)
Reclassements	12	(14)	(2)
Variations de périmètre			
Effet des variations de change	1 244	(538)	706
<b>Solde au 31.12.11</b>	<b>60 610</b>	<b>(27 276)</b>	<b>33 334</b>

### 6.10. Immobilisations corporelles

	31.12.12			31.12.11		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	11 746	(428)	11 318	11 812	(400)	11 412
Terrains en crédit-bail	1 260		1 260	1 260		1 260
Constructions	94 923	(48 465)	46 458	86 533	(45 180)	41 353
Constructions en crédit-bail	9 647	(3 176)	6 471	9 647	(2 767)	6 880
Installations techniques, matériel et outillages	123 684	(86 614)	37 070	115 450	(80 152)	35 298
Installations techniques, matériel et outillages en crédit-bail	668	(466)	202	668	(395)	273
Autres immobilisations	40 268	(28 565)	11 703	37 115	(28 119)	8 996
Immobilisations en cours	1 373	(56)	1 317	2 659	(610)	2 049
Avances sur immobilisations	1 143		1 143	772		772
<b>Total</b>	<b>284 712</b>	<b>(167 770)</b>	<b>116 942</b>	<b>265 916</b>	<b>(157 623)</b>	<b>108 293</b>

Au 31 décembre 2012, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

	Brut	Amortissements / Dépréciations	Net
<b>Solde au 31.12.11</b>	<b>265 916</b>	<b>(157 623)</b>	<b>108 293</b>
Acquisitions	25 885		25 885
Sorties et cessions	(6 448)	4 641	(1 807)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(15 116)	(15 116)
Reclassements	(4)	3	(1)
Variations de périmètre	855	(564)	291
Effet des variations de change	(1 492)	889	(603)
<b>Solde au 31.12.12</b>	<b>284 712</b>	<b>(167 770)</b>	<b>116 942</b>

Au 31 décembre 2011, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analysait comme suit :

	Brut	Amortissements / Dépréciations	Net
<b>Solde au 31.12.10</b>	<b>251 836</b>	<b>(146 597)</b>	<b>105 239</b>
Acquisitions	16 704		16 704
Sorties et cessions	(5 820)	4 403	(1 417)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(14 708)	(14 708)
Reclassements	(620)	993	373
Variations de périmètre	16	(8)	8
Effet des variations de change	3 800	(1 706)	2 094
<b>Solde au 31.12.11</b>	<b>265 916</b>	<b>(157 623)</b>	<b>108 293</b>

## 6.11. Actifs financiers courants et non courants

Les actifs financiers comprennent :

- les titres disponibles à la vente (titres de participations de sociétés non consolidées, titres de placement) ;
- les prêts et créances au coût amorti, créances rattachées à des participations, prêts au titre de l'effort de construction, cautions et dépôts de garantie donnés ;
- ainsi que la juste valeur positive des instruments financiers dérivés.

### Actifs financiers non courants

	31.12.12			31.12.11		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Titres disponibles à la vente	4 474	(529)	3 945	2 694	(634)	2 060
Créances rattachées à des participations	1 036	(621)	415	673		673
Autres immobilisations financières	4 190	(1 274)	2 916	8 280	(1 279)	7 001
<b>Total</b>	<b>9 700</b>	<b>(2 424)</b>	<b>7 276</b>	<b>11 647</b>	<b>(1 913)</b>	<b>9 734</b>

Les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2012 s'élèvent à 35 K€, nets d'impôt.

L'échéancier de ces actifs financiers (hors titres disponibles à la vente) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2012 :

	31.12.12		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5 ans
Créances rattachées à des participations	1 036	366	670
Autres immobilisations financières	4 190	2 288	1 902
<b>Total</b>	<b>5 226</b>	<b>2 654</b>	<b>2 572</b>

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

Au 31 décembre 2011, il se présentait de la manière suivante :

	Valeur au bilan	31.12.11	
		De 1 à 5 ans	> 5 ans
Créances rattachées à des participations	673	673	
Autres immobilisations financières	8 280	6 694	1 586
<b>Total</b>	<b>8 953</b>	<b>7 367</b>	<b>1 586</b>

### Actifs financiers courants

	31.12.12			31.12.11		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Instruments dérivés actifs	2 161		2 161	4 214		4 214
Autres créances rattachées à des participations	641	(379)	262	840	(1)	839
Prêts	139		139	200		200
Intérêts courus sur créances et prêts	6		6	9		9
Autres	7		7	15 198		15 198
<b>Total</b>	<b>2 954</b>	<b>(379)</b>	<b>2 575</b>	<b>20 461</b>	<b>(1)</b>	<b>20 460</b>

Les 15,2 M€ d'actifs financiers courants comptabilisés dans la rubrique « Autres » en 2011 correspondaient à des placements ne répondant pas à la qualification de trésorerie et équivalents de trésorerie. Le Groupe est sorti de ces investissements à leur date d'échéance au cours de l'année 2012. Aucun nouveau placement de ce type n'a été contracté.

### 6.12. Stocks et travaux en cours

	31.12.12			31.12.11		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Matières premières	55 717	(10 481)	45 236	54 497	(10 377)	44 120
Encours de production sur contrats à l'achèvement	104 453	(1 198)	103 255	86 826	(2 358)	84 468
Produits intermédiaires et finis	25 131	(6 207)	18 924	19 889	(4 763)	15 126
<b>Total</b>	<b>185 301</b>	<b>(17 886)</b>	<b>167 415</b>	<b>161 212</b>	<b>(17 498)</b>	<b>143 714</b>

### 6.13. Contrats de construction

	31.12.12		31.12.11	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Contrats de construction - montants à l'actif	90 539		118 232	
Contrats de construction - montants au passif		(261 103)		(310 400)
<b>Net</b>	<b>(170 564)</b>		<b>(192 168)</b>	

L'information cumulée relative aux contrats de construction en cours est la suivante :

	31.12.12	31.12.11
Cumul des coûts encourus et des marges dégagées	1 467 887	1 329 863
Facturation intermédiaire émise	(1 635 838)	(1 520 250)
Provisions pour pertes à terminaison	(2 613)	(1 781)
<b>Net</b>	<b>(170 564)</b>	<b>(192 168)</b>

#### 6.14. Créances clients

	31.12.12			31.12.11		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances clients	344 085	(9 219)	334 866	323 010	(10 857)	312 152
<b>Total</b>	<b>344 085</b>	<b>(9 219)</b>	<b>334 866</b>	<b>323 010</b>	<b>(10 857)</b>	<b>312 152</b>

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit :

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres	Clôture
<b>2012</b>	<b>(10 857)</b>	<b>(964)</b>	<b>1 658</b>	<b>42</b>	<b>902</b>	<b>(9 219)</b>
2011	(11 363)	(2 401)	2 511	83	313	(10 857)

La balance âgée des créances clients nettes se présente de la façon suivante au 31 décembre 2012 :

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
<b>2012</b>	<b>334 866</b>	<b>263 781</b>	<b>37 483</b>	<b>13 783</b>	<b>19 820</b>

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants :

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

En raison de la nature des activités exercées par le Groupe, les créances restant impayées au-delà de la date d'échéance contractuelle représentent souvent des montants confirmés par les clients, mais dont le règlement est soumis à l'apurement de certaines réserves soulevées lors de l'inspection des travaux. De telles créances demeurent entièrement recouvrables ; les coûts à supporter au titre de la levée des réserves sont inclus dans la détermination de la marge à terminaison des contrats considérés.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque de non-recouvrement.



## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

### 6.15. Autres actifs courants

	31.12.12	31.12.11
Créances de TVA et taxes assimilées	20 995	18 622
Avances et acomptes versés	30 691	20 546
Créances diverses	10 090	17 454
Charges constatées d'avance	10 424	15 829
<b>Total</b>	<b>72 200</b>	<b>72 451</b>

### 6.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31.12.12	31.12.11
Équivalents de trésorerie	139 182	140 907
Disponibilités	127 666	99 451
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie active</b>	<b>266 848</b>	<b>240 358</b>

Les équivalents de trésorerie sont constitués d'OPCVM monétaires, certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de 3 mois. Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

#### Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	127 747	10 493				943	139 183
Disponibilités	46 366	11 866	14 188	20 143	4 522	30 580	127 665
<b>Total 31.12.12</b>	<b>174 113</b>	<b>22 359</b>	<b>14 188</b>	<b>20 143</b>	<b>4 522</b>	<b>31 523</b>	<b>266 848</b>
Swaps de change	(65 407)	34 322	11 195		19 890		
<b>Total 31.12.12 avant swaps</b>	<b>108 706</b>	<b>56 681</b>	<b>25 383</b>	<b>20 143</b>	<b>24 412</b>	<b>31 523</b>	<b>266 848</b>

Au 31 décembre 2011, la trésorerie se répartissait comme suit :

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	110 084	29 563				1 260	140 907
Disponibilités	21 279	4 272	9 943	14 314	14 557	35 086	99 451
<b>Total 31.12.11</b>	<b>131 363</b>	<b>33 835</b>	<b>9 943</b>	<b>14 314</b>	<b>14 557</b>	<b>36 346</b>	<b>240 358</b>
Swaps de change	(50 589)	29 313	8 740		12 536		
<b>Total 31.12.11 avant swaps</b>	<b>80 774</b>	<b>63 148</b>	<b>18 683</b>	<b>14 314</b>	<b>27 093</b>	<b>36 346</b>	<b>240 358</b>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des pays de l'OCDE et sont disponibles pour le Groupe. La capacité distributive des filiales chinoises, détenues à 100 %, donnerait au Groupe un accès à une part substantielle de la trésorerie libellée en CNY.

## 6.17. Tableau des flux de trésorerie

## Trésorerie nette

	31.12.12	31.12.11
Équivalents de trésorerie	139 182	140 907
Disponibilités	127 666	99 451
<b>Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active</b>	<b>266 848</b>	<b>240 358</b>
Concours bancaires courants	(1 285)	(1 120)
<b>Total</b>	<b>265 563</b>	<b>239 238</b>

## Variation du BFR

	Variations			
	31.12.12	31.12.11	Liées à l'activité	Autres*
Stocks et travaux en cours	(167 415)	(143 714)	(25 023)	1 322
Contrats de construction - montant à l'actif	(90 539)	(118 232)	28 634	(941)
Créances clients	(334 866)	(312 152)	(28 121)	5 407
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(72 754)	(72 047)	1 782	(2 489)
Contrats de construction - montant au passif	261 103	310 400	(49 258)	(39)
Fournisseurs et comptes rattachés	251 497	212 809	47 262	(8 574)
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	223 618	192 350	26 847	4 421
<b>Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes</b>	<b>70 644</b>	<b>69 414</b>	<b>2 123</b>	<b>(893)</b>
Provisions courantes	94 045	90 383	2 532	1 130
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>164 689</b>	<b>159 797</b>	<b>4 655</b>	<b>237</b>

\* résultant notamment des mouvements de périmètre et des écarts de conversion

## 6.18. Capitaux propres

## Politique de gestion du capital

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires. Il n'existe aucun covenant financier faisant intervenir les capitaux propres consolidés du Groupe ni les capitaux propres de la société mère.

## Capital social

Le capital social au 31 décembre 2012 est composé de 2 185 612 actions de 47€ de valeur nominale chacune qui ont été entièrement libérées par paiement en numéraire ou par apport en nature. Le capital social s'élève ainsi à 102 723 764€.

## Actionnariat

L'actionnaire principal de Fives est la société FL Investco qui détient 99,99% de son capital au 31 décembre 2012, comme au 31 décembre 2011. FL Investco est une société contrôlée par la société Novafives.

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

### 6.19. Résultat net par action

	2012	2011
Résultat net part du Groupe	50 811	40 419
Nombre moyen pondéré d'actions	2 185 612	2 185 612
<b>Résultat par action (en €)</b>	<b>23,25</b>	<b>18,49</b>

Il n'existe pas d'instrument dilutif.

### 6.20. Provisions courantes et non courantes

	31.12.11	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres	31.12.12
Garantie	45 848	34 316	(10 165)	(21 852)	(657)	2 345	49 835
Litiges sur contrats	13 886	1 938	(543)	(2 524)	7	(1 265)	11 499
Pertes futures sur contrats	945	3 973	(4 003)	(99)		817	1 633
Charges sur commandes terminées	22 518	16 879	(12 504)	(4 499)	(71)	359	22 682
Autres provisions pour risques et charges	7 186	5 402	(2 980)	(809)	(197)	(206)	8 396
<b>Total provisions courantes</b>	<b>90 383</b>	<b>62 508</b>	<b>(30 195)</b>	<b>(29 781)</b>	<b>(918)</b>	<b>2 050</b>	<b>94 045</b>
Retraites	41 897	4 646	(4 569)		337	6 694	49 005
Autres avantages postérieurs à l'emploi	491	168	(327)	(60)	(63)	3 210	3 419
Restructurations	753	379	(154)	(64)			914
Autres litiges	285		(273)	(12)			
<b>Total provisions non courantes</b>	<b>43 426</b>	<b>5 193</b>	<b>(5 323)</b>	<b>(136)</b>	<b>274</b>	<b>9 904</b>	<b>53 338</b>

#### Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats autres que les contrats de construction, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

#### Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir :

- les indemnités de départ à la retraite françaises ;
- les régimes de retraites complémentaires anglais, allemand, japonais, indien et français ; les régimes anglais (à l'exception de celui de Cinetic Landis Ltd.), allemand et français sont fermés et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

## Hypothèses actuarielles

31.12.12	France	Royaume-Uni	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	2,9%	4,1%	0,3%	2,9%	8,35%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	5,34 - 6,93 %	NA	NA	9,15%
Taux d'augmentation des salaires	2,0 - 2,5%	NA	2%	NA	5 - 6,25%
31.12.11	France	Royaume-Uni	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	4,18%	4,6 - 4,7%	2%	4,66%	8,60%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	N/A	5,25 - 6,89%	2,5%	NA	NA
Taux d'augmentation des salaires	2,0 - 2,5%	NA	3%	NA	5%

La valeur actuelle totale des obligations futures (« Defined Benefit Obligation ») s'élève à 92 442 K€ au 31 décembre 2012. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2012, l'engagement net à cette date s'établit à 51 727 K€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l'effet de « désactualisation » de l'engagement net du rendement attendu des actifs et à l'amortissement des services passés ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régime de retraite. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l'exercice de 4 646 K€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 3 552 K€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 1 094 K€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en capitaux propres s'élève à 9 015 K€, hors effet d'impôt.

Les autres avantages postérieurs à l'emploi consentis aux salariés concernent le TFR Italien, les médailles du travail en France ainsi qu'un engagement vis-à-vis des salariés d'une société japonaise.

# COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

	Indemnités de départ en retraite		Engagements complémentaires de retraite				Total
	France	Italie	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
<b>Variation de la valeur actualisée de l'obligation</b>							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 <sup>er</sup> janvier	18 110	2 529	56 961	2 818	876	134	81 428
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 129		2 326	17	86	44	3 602
Effet de l'actualisation	763		2 717	122		25	3 627
Cotisations versées par les salariés			819				819
Réduction / Liquidation de régime	(186)					(16)	(202)
Entrée de périmètre	128			(1)		236	363
Prestations payées	(1 358)		(4 067)	(235)		(17)	(5 677)
Nouveaux écarts actuariels	3 798		6 273	492	(99)	49	10 513
Écart de change et autres		(2 529)	633		(102)	(33)	(2 031)
<b>Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2012</b>	<b>22 384</b>		<b>65 662</b>	<b>3 213</b>	<b>761</b>	<b>422</b>	<b>92 442</b>
<b>Variation de la juste valeur des actifs du régime</b>							
Juste valeur des actifs du régime au 1 <sup>er</sup> janvier			36 588			68	36 656
Rendement réel des actifs du régime			4 014			17	4 031
Cotisations versées par l'employeur			3 213			31	3 244
Cotisations versées par les salariés			819				819
Réduction / Liquidation de régime							
Entrée de périmètre						151	151
Prestations versées par le régime			(4 352)				(4 352)
Écart de change et autres			180			(14)	166
<b>Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre 2012</b>			<b>40 462</b>			<b>253</b>	<b>40 715</b>
<b>Composantes des montants inscrits dans les comptes</b>							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	22 384		25 200	3 213	761	170	51 727
Coût des services passés non comptabilisés	(2 723)						(2 723)
<b>Montant net comptabilisé en provision au 31 décembre 2012</b>	<b>19 661</b>		<b>25 200</b>	<b>3 213</b>	<b>761</b>	<b>170</b>	<b>49 005</b>
<b>Composantes de la charge périodique nette comptabilisée en 2012</b>							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 129		2 326	17	86	44	3 602
Effet de l'actualisation	763		2 717	122		25	3 627
Rendement attendu des actifs du régime			(2 516)			(17)	(2 533)
Amortissement du coût des services passés	152						152
(Gain) / Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime	(186)					(16)	(202)
<b>Charge périodique nette comptabilisée en 2012</b>	<b>1 858</b>		<b>2 527</b>	<b>139</b>	<b>86</b>	<b>36</b>	<b>4 646</b>
<b>Variation de la provision pour retraite et autres avantages consentis</b>							
Provision au bilan au 1 <sup>er</sup> janvier	15 235	2 529	20 374	2 818	876	65	41 897
Cotisations versées par l'employeur			(3 213)			(31)	(3 244)
Charge périodique nette comptabilisée	1 858		2 527	139	86	36	4 646
Prestations payées directement par l'employeur	(1 358)		285	(235)		(17)	(1 325)
Entrée de périmètre	128			(1)		85	212
Écarts actuariels	3 798		4 775	492	(99)	49	9 015
Écart de change et autres		(2 529)	452		(102)	(17)	(2 197)
<b>Provision au bilan au 31 décembre 2012</b>	<b>19 661</b>		<b>25 200</b>	<b>3 213</b>	<b>761</b>	<b>170</b>	<b>49 005</b>

En 2011, la variation se décomposait comme suit :

	Indemnités de départ en retraite		Engagements complémentaires de retraite				Total
	France	Italie	Royaume-Uni	Allemagne	Japon	Inde	
<b>Variation de la valeur actualisée de l'obligation</b>							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 <sup>er</sup> janvier	16 878	2 668	49 363	3 006	6 057	154	78 126
Coût des services rendus au cours de l'exercice	998		1 851	59	92	19	3 019
Effet de l'actualisation	771	77	2 737	130	27	8	3 750
Cotisations versées par les salariés			637				637
Réduction / Liquidation de régime					(3 420)		(3 420)
Entrée de périmètre						(21)	(21)
Prestations payées	(1 246)	(216)	(856)	(367)	(1 336)	(56)	(4 077)
Nouveaux écarts actuariels	709		2 056	(10)	(2)	50	2 803
Écart de change et autres			1 173		(542)	(20)	611
<b>Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2011</b>	<b>18 110</b>	<b>2 529</b>	<b>56 961</b>	<b>2 818</b>	<b>876</b>	<b>134</b>	<b>81 428</b>
<b>Variation de la juste valeur des actifs du régime</b>							
Juste valeur des actifs du régime au 1 <sup>er</sup> janvier			35 249		2 452	64	37 765
Rendement réel des actifs du régime			(1 326)		(10)	6	(1 330)
Cotisations versées par l'employeur			2 360			15	2 375
Cotisations versées par les salariés			637				637
Réduction / Liquidation de régime					(1 055)		(1 055)
Entrée de périmètre							
Prestations versées par le régime			(856)		(1 336)	(23)	(2 215)
Écart de change et autres			524		(51)	6	479
<b>Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre 2011</b>			<b>36 588</b>			<b>68</b>	<b>36 656</b>
<b>Composantes des montants inscrits dans les comptes</b>							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	18 110	2 529	20 374	2 818	876	65	44 772
Coût des services passés non comptabilisés	(2 875)						(2 875)
<b>Montant net comptabilisé en provision au 31 décembre 2011</b>	<b>15 235</b>	<b>2 529</b>	<b>20 374</b>	<b>2 818</b>	<b>876</b>	<b>65</b>	<b>41 897</b>
<b>Composantes de la charge périodique nette comptabilisée en 2011</b>							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	998		1 851	59	92	19	3 019
Effet de l'actualisation	771	77	2 737	130	27	8	3 750
Rendement attendu des actifs du régime			(2 628)		(16)	(6)	(2 650)
Amortissement du coût des services passés	152						152
(Gain) / Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime					(2 365)		(2 365)
<b>Charge périodique nette comptabilisée en 2011</b>	<b>1 921</b>	<b>77</b>	<b>1 960</b>	<b>189</b>	<b>(2 262)</b>	<b>21</b>	<b>1 906</b>
<b>Variation de la provision pour retraite et autres avantages consentis</b>							
Provision au bilan au 1 <sup>er</sup> janvier	13 851	2 668	14 114	3 006	3 604	90	37 333
Cotisations versées par l'employeur			(2 360)			(15)	(2 375)
Charge périodique nette comptabilisée	1 921	77	1 960	189	(2 262)	21	1 906
Prestations payées directement par l'employeur	(1 246)	(216)		(367)		(33)	(1 862)
Entrée de périmètre							
Écarts actuariels	709		6 011	(10)	24	50	6 784
Écart de change et autres			649		(490)	(48)	111
<b>Provision au bilan au 31 décembre 2011</b>	<b>15 235</b>	<b>2 529</b>	<b>20 374</b>	<b>2 818</b>	<b>876</b>	<b>65</b>	<b>41 897</b>

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

### Nature des fonds investis

	2012		2011	
	Montant	%	Montant	%
Actions	24 422	59,98 %	19 601	53,47%
Obligations et assimilés	1 150	2,83 %	2 517	6,87 %
Immobilier	4 409	10,83 %	4 761	12,99%
Monétaire	1 200	2,95 %	2 251	6,14 %
Fonds diversifiés	9 534	23,42 %	7 527	20,53 %
<b>Valeur de marché des fonds investis</b>	<b>40 715</b>	<b>100,00 %</b>	<b>36 657</b>	<b>100,00 %</b>

### Valeur actuelle des engagements

	31.12.12	31.12.11
Valeur de l'obligation	92 442	81 428
Valeur de marché des fonds investis	(40 716)	(36 656)
<b>Valeur actuelle des engagements</b>	<b>51 726</b>	<b>44 772</b>

### Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement :

	2012		2011	
	k€	% du DBO	k€	% du DBO
France	653	2,91 %	447	2,00 %
Royaume-Uni	3 392	5,17 %	3 044	4,64 %
Zone euro	78	2,42 %	105	3,27 %
Japon	5	0,66 %	33	4,34 %
Inde	6	1,42 %	3	0,71 %

### 6.21. Passifs financiers courants et non courants

	31.12.12			31.12.11		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit				29 744	24 556	54 300
Dettes de crédit-bail	5 775	633	6 408	6 392	770	7 162
Autres passifs financiers	25 209	51 930	77 139	5 262	13 232	18 494
Intérêts courus		299	299		273	273
Instruments dérivés passifs		2 824	2 824		5 341	5 341
Comptes créditeurs de banques		1 286	1 286		1 120	1 120
<b>Total passifs financiers</b>	<b>30 984</b>	<b>56 972</b>	<b>87 956</b>	<b>41 398</b>	<b>45 292</b>	<b>86 690</b>

## Répartition de la dette par taux (avant opérations de couverture)

	31.12.12			31.12.11		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit				8	54 292	54 300
Dettes de crédit-bail		6 408	6 408		7 162	7 162
Autres passifs financiers	46 950	30 189	77 139	17 955	539	18 494
Intérêts courus	299		299	273		273
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>47 249</b>	<b>36 597</b>	<b>83 846</b>	<b>18 236</b>	<b>61 993</b>	<b>80 229</b>

Au 31 décembre 2011, les emprunts auprès des établissements de crédit correspondaient principalement à l'emprunt lié à l'acquisition du sous-groupe North American réalisé en 2008 et aux emprunts de Fives Cinetic contractés auprès d'un syndicat bancaire représenté par The Royal Bank of Scotland (RBS). Cette dette a été remboursée le 17 octobre 2012. Un emprunt auprès de FL Investco a été souscrit en lieu et place de cette dette externe.

Les autres passifs financiers à taux fixe comprennent un emprunt auprès de la société mère FL Investco (42 M€) et le crédit, libellé en USD, consenti par les vendeurs de Bronx International Inc. (4 M\$) au 31 décembre 2012.

Les autres passifs financiers à taux variable comprennent l'emprunt souscrit auprès de FL Investco (29,7 M€) afin de refinancer le remboursement des emprunts de Fives et Fives Cinetic auprès de RBS.

## 6.22. Autres passifs courants et non courants

## Autres passifs non courants

	31.12.12	31.12.11
Dettes diverses	1 369	426
Produits constatés d'avance	669	905
<b>Total</b>	<b>2 038</b>	<b>1 331</b>

## Autres passifs courants

	31.12.12	31.12.11
Dettes fiscales et sociales	95 398	88 031
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	1 524	3 498
Avances et acomptes reçus sur contrats	87 028	66 054
Dettes diverses	30 006	30 980
Produits constatés d'avance	9 149	5 955
<b>Total</b>	<b>223 105</b>	<b>194 518</b>



## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

### 6.23. Contrats de location

#### Contrats de location-financement

Les immobilisations corporelles financées par un contrat de location-financement sont les suivantes :

	31.12.12			31.12.11		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains en crédit-bail	1 260		1 260	1 260		1 260
Constructions en crédit-bail	9 647	(3 176)	6 471	9 647	(2 767)	6 880
Installations techniques, matériel et outillages en crédit-bail	668	(466)	202	668	(395)	273
<b>Total location-financement</b>	<b>11 575</b>	<b>(3 642)</b>	<b>7 933</b>	<b>11 575</b>	<b>(3 162)</b>	<b>8 413</b>

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement est le suivant :

	31.12.12	31.12.11
À moins d'un an	678	770
Entre un et cinq ans	3 944	4 330
Plus de cinq ans	1 786	2 062
<b>Valeur des montants futurs minimaux</b>	<b>6 408</b>	<b>7 162</b>

#### Contrats de location simple

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location simple est le suivant :

	31.12.12	31.12.11
À moins d'un an	9 322	8 578
Entre un et cinq ans	19 444	16 391
Plus de cinq ans	2 778	3 142
<b>Valeur des montants futurs minimaux</b>	<b>31 544</b>	<b>28 111</b>

## 6.24. Gestion des risques financiers

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Directoire. La responsabilité du recensement et de l'évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l'entité opérationnelle concernée.

Afin de gérer ses expositions aux risques de marchés, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d'arrêt, la juste valeur des produits dérivés se répartit de la façon suivante :

	31.12.12		31.12.11	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
<b>Instruments dérivés de taux</b>				
Rattachés à une couverture de flux de trésorerie		70	32	31
Non éligibles à la comptabilité de couverture				305
<b>Instruments dérivés de change</b>				
Rattachés à une couverture de juste valeur	2 161	2 754	4 126	4 592
Non éligibles à la comptabilité de couverture			56	413

### Risque de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2012, la dette bancaire du Groupe, qui constituait la majeure partie de son endettement global, et était souscrite à taux variable a été remboursée.

La dette à taux variable subsistante est constituée de l'emprunt souscrit en octobre 2012 auprès de FL Investco afin de refinancer les emprunts de Fives et Fives Cinetic auprès de RBS. Le risque de taux sur ces dettes est compensé par le rendement de la trésorerie placée à taux variable.

### Risque de change

#### Dettes financières en devises

La dette financière est principalement émise dans la devise fonctionnelle de chacune des sociétés. Il n'existe pas de risque de change significatif afférent à la dette financière en devise.

Par ailleurs, le Groupe a financé en euros sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis. Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme, libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises.

Le Groupe couvre, sur l'horizon d'une année, par des instruments dérivés de marché, la majorité du risque de change EUR/USD généré par les cash-flows prévisionnels relatifs à ces prêts. Le reste du nominal est exposé au risque de change par conversion au cours de clôture EUR/USD dans les états financiers. Le nominal exposé s'élevait, net des couvertures, à 119,1 M\$ au 31 décembre 2012.

En outre, le Groupe a initié en décembre 2012 la réorganisation de ses activités au Royaume Uni, via notamment le reclassement de ses actifs opérationnels sous une même société holding, Fives UK. Fives UK s'est endettée auprès de Fives à hauteur de 66,8 M£ afin de procéder à ces rachats.

#### Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes vendeuses créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le GBP/EUR, le GBP/USD et l'USD/CAD.

Le Groupe s'efforce contrat par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Les risques de change résiduels nets sont couverts dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ou la mise en place de polices COFACE change (filiales françaises).

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

### Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans sa monnaie de présentation (euro).

Le nominal des prêts d'acquisitions libellés en USD, après couvertures, s'élève à 119,1 M\$ au 31 décembre 2012, soit 90,3 M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice. Compte tenu des intérêts dus en 2013, l'exposition totale, capital et intérêts annuels, nette des couvertures s'élève à 123,2 M\$ en 2013, soit 93,4 M€ après conversion au cours de clôture du 31 décembre 2012.

### Exposition au 31 décembre 2012, prêts USD et GBP, nominal et intérêts prévisionnels 2013

Une hausse de 10 cents du cours de change EUR/USD et/ou EUR/GBP aurait les conséquences suivantes sur le compte de résultat 2013 :

	TC-10c	TC	TC+10c
<b>Prêts USD</b>			
Cours de clôture	1,2194	1,3194	1,4194
Créance nette après couverture	101 057	93 398	86 818
<b>Impact résultat 2013</b>	<b>7 658</b>		<b>(6 580)</b>
<b>Prêts GBP</b>			
Cours de clôture	0,7161	0,8161	0,9161
Créance nette après couverture	95 486	83 785	74 639
<b>Impact résultat 2013</b>	<b>11 700</b>		<b>(9 146)</b>
<b>Impact résultat 2013 - total</b>	<b>19 358</b>		<b>(15 726)</b>

### Exposition prévisionnelle au 31 décembre 2012, prêts USD et GBP, cash-flows 2013

Les cash flows attendus en 2013 au titre de ces prêts (échéances semestrielles d'intérêts et remboursement du capital), nets des couvertures en place, s'élèvent respectivement à 4,4 M€ et 10,9 M\$, soit 13,7 M€ au cours de clôture du 31 décembre 2012. L'impact d'une variation de + ou - 10 cents des cours de change EUR/USD et EUR/GBP sur les cash-flows de la période est la suivante :

	TC-10c	TC	TC+10c
<b>Prêts USD</b>			
Cours de clôture	1,2194	1,3194	1,4194
Cash-Flows 2013 après couverture	8 955	8 276	7 693
<b>Part de l'impact résultat 2013 sur les cash-flows</b>	<b>679</b>		<b>(583)</b>
<b>Prêts GBP</b>			
Cours de clôture	0,7161	0,8161	0,9161
Cash-Flows 2013 après couverture	6 179	5 422	4 830
<b>Part de l'impact résultat 2013 sur les cash-flows</b>	<b>757</b>		<b>(592)</b>
<b>Part de l'impact résultat 2013 sur les cash-flows - total</b>	<b>1 436</b>		<b>(1 175)</b>

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l'objet d'une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l'efficacité de leurs couvertures de change au regard de l'évolution des sous jacents couverts.

### Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l'aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L'analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières et inclut notamment les intérêts à payer et les engagements du Groupe liés aux instruments dérivés de taux inscrits à l'actif et au passif du bilan.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu'à l'échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent.

Les flux futurs de trésorerie présentés n'ont pas fait l'objet d'actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
<b>Instruments financiers non dérivés</b>							
Emprunts auprès des établissements de crédit							
Autres dettes financières	77 139	51 930	6 180	6 408	6 353	6 268	
Dettes de crédit- bail	6 408	633	701	705	2 306	276	1 787
<b>Total dettes à long terme</b>	<b>83 547</b>	<b>52 563</b>	<b>6 881</b>	<b>7 113</b>	<b>8 659</b>	<b>6 544</b>	<b>1 787</b>
<b>Intérêts sur dettes à long terme</b>		1 095	843	627	412	216	

Il n'est pas prévu, sur la base des données en date de clôture, que les flux de trésorerie indiqués se produisent de façon anticipée et pour des montants sensiblement différents de ceux indiqués dans l'échéancier.

Cette analyse exclut les actifs financiers non dérivés du bilan et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élèvent respectivement à 266,8 M€ et 334,9 M€ au 31 décembre 2012.

### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

#### Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, ces contreparties sont généralement bien notées et bénéficient d'une capacité financière suffisante pour satisfaire leurs obligations contractuelles.

Dans des circonstances particulières, le Groupe couvre par des polices d'assurance jusqu'à 90 % du risque de contrepartie de certains contrats.

#### Risque lié aux autres actifs financiers

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan.

#### Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement placés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l'activité du Groupe.

## 6.25. Valeur des actifs et passifs financiers par catégories

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. Le Groupe n'a pas identifié de différences entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents postes du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) :

- catégorie de niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les actifs financiers disponibles à la vente et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau 1 et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau 2.

## 6.26. Engagements hors bilan

### Avals, cautions et autres

	31.12.12	31.12.11
Engagements donnés	245 685	319 745
Engagements reçus	58 259	110 033

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d'exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

### Nantissements

L'ensemble des nantissements existants au profit des banques prêteuses représentées par The Royal Bank of Scotland ont été levés le 17 octobre 2012, la dette vis-à-vis de ce syndicat bancaire ayant été éteinte.

## 6.27. Parties liées

Les parties liées sont principalement :

- les actionnaires de Fives ;
- les entreprises associées ;
- les entités non consolidées.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

### Rémunération des principaux dirigeants

En 2012, les rémunérations globales directes et indirectes perçues de Fives ou de ses filiales par les membres du Comité Exécutif du Groupe Fives, soit 11 personnes au total, se sont élevées à 4 602 K€.

Aucun membre du Comité Exécutif ne bénéficie d'un système de retraite à prestation définie qui aurait été mis en place par une entité du Groupe.

## 6.28. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses filiales figurant dans les comptes consolidés des exercices 2012 et 2011 s'élève respectivement à :

	2012			2011		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte	478	132	610	475	112	587
Ernst & Young	687	31	718	638	289	927
Grant Thornton	329	54	382	282	214	497
<b>Total</b>	<b>1 494</b>	<b>217</b>	<b>1 710</b>	<b>1 395</b>	<b>615</b>	<b>2 010</b>

## 6.29. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes 2012 n'a eu lieu entre la date de clôture et la date d'arrêtés des comptes.

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

### 6.30. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2012

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
<b>Fives *</b>	<b>Paris, France</b>	<b>IG</b>	<b>100.00</b>	<b>100.00</b>
Fives UK Holding Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	99.99
<b>AUTOMOBILE / LOGISTIQUE</b>				
Fives Cinetic *	Paris, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Assembly *	Montévrain, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Automation *	Héricourt, France	IG	99.96	99.96
Cinetic Automation Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Decker Filling K.K.	Japon	IG	100.00	99.99
Cinetic DyAG Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Filling *	Le Bignon, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Giustina S.r.l.	Italie	IG	100.00	99.99
Cinetic Landis Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Landis Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Cinetic Machining *	Saint-Laurent-les-Tours, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Service *	Montévrain, France	IG	100.00	99.99
Cinetic Conveying Iberica	Espagne	IG	100.00	99.99
Cinetic Service Slovakia s.r.o.	Slovaquie	IG	100.00	99.99
Cinetic Sorting Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Sorting K.K.	Japon	IG	100.00	99.99
Cinetic Sorting S.p.a.	Italie	IG	100.00	99.99
Cinetic Transique *	Grigny, France	IG	99.98	99.98
Fives Cinetic S.r.l.	Italie	IG	100.00	99.99
Fives Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
<b>CIMENT</b>				
Fives FCB *	Villeneuve-d'Ascq, France	IG	99.99	99.99
Fives FCB Services Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	99.90	99.90
Cement Process Technologies Egypt	Égypte	IG	99.00	99.00
Fives Pillard	Marseille, France	IG	85.18	85.18
Fives Pillard España S.A.	Espagne	IG	67.00	57.07
Fives Pillard (Tianjin) International Trading Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	85.18
Pillard Feuerungen GmbH	Allemagne	IG	47.50	40.46
Fives Combustion Systems Pvt. Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
<b>ÉNERGIE</b>				
Fives Cail *	Villeneuve-d'Ascq, France	IG	99.99	99.99
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	MEE	50.00	40.00
Fives Fletcher Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Lille do Brasil Ltda.	Brésil	IG	100.00	99.99
Fletcher Smith Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives North American Combustion France, SAS *	Marseille, France	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Netherlands B.V.	Pays-Bas	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Spain, S.L.	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion UK, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Fives North American Combustion, Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives North American Combustion Canada, Inc.	Canada	IG	100.00	99.99
North American Construction Services, Ltd.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Cryo *	Golbey, France	IG	99.80	99.80
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	99.80
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100.00	99.80
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	99.99	99.99
<b>MÉTAL</b>				
F.L. Métal *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
Fives DMS *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
Fives Industries *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
F.L. Industries Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Stein *	Maison-Alfort, France	IG	99.99	99.99
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	99.99	99.99
Fives Stein Belgium	Belgique	IG	100.00	99.99
Fives Stein Bilbao S.A.	Espagne	IG	100.00	99.99
Fives Stein Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Stein India Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	99.99
Fives Stein (Shanghai) Industrial Furnace Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	99.99
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Stein Manufacturing *	Bar-Le-Duc, France	IG	100.00	99.99
Stein Heurtey Australia PTY Ltd.	Australie	IG	100.00	99.99
Solios Environnement *	Saint-Germain-en-Laye, France	IG	99.99	99.99
FI 2006 *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives India Engineering & Projects Pvt. Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
PSA 2000 *	Saint-Germain-en-Laye, France	IG	100.00	99.99
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100.00	99.99
Solios Services Gulf SPC	Bahreïn	IG	100.00	99.99
Solios Carbone *	Givors, France	IG	99.99	99.99
Solios Environment Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Solios Environnement Inc.	Canada	IG	100.00	99.99
Solios Services Southern Africa (Proprietary) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100.00	99.99
Solios Chemical*	Mulhouse, France	IG	99.99	99.99
Solios Thermal Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00

\* Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale FL Investco

IG : sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale

MEE : sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence



# Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

## Exercice clos le 31 décembre 2012

ERNST & YOUNG ET AUTRES

1-2 place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

S.A.S. à capital variable

Commissaire aux comptes

Membre de la compagnie régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIÉS

185 avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

S.A. au capital de 1 723 040 €

Commissaire aux comptes

Membre de la compagnie régionale de Versailles

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société FIVES, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 4. de l'annexe qui expose le changement de présentation comptable au bilan des éléments relatifs aux contrats de construction.

### II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation selon la méthode décrite dans les notes 2.6, 2.15 et 6.8 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.6, 2.15 et 6.8 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.
- Les résultats sur les contrats de construction et contrats de services à long terme sont dégagés à l'avancement sur la base d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat, suivant les principes développés dans les notes 2.6 et 2.17 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces estimations sont effectuées pour chaque contrat sous le contrôle du management. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à prendre connaissance des processus mis en place dans ce domaine, apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.
- Les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à une entité fiscale une assurance raisonnable de récupération, comme indiqué dans les notes 2.6 et 2.23 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.6 et 2.23 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 mars 2013  
Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES  
Marc Stoessel

DELOITTE & ASSOCIÉS  
Pascal Colin



## Projet de résolutions (extrait)

## Projet de résolutions (extrait)

### PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance, et du rapport général des Commissaires aux comptes,
- et pris connaissance des comptes annuels,

approuve les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2012 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un bénéfice de 93 606 911,07 €.

L'Assemblée générale approuve également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéficiaires assujettis à l'impôt sur les sociétés, s'élevant à 54 326 €.

### DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 93 606 911,07 € de la façon suivante :

■ au poste réserve légale	4 680 345,55 €
■ le solde, au poste report à nouveau	88 926 565,52 €
<b>Total</b>	<b>93 606 911,07 €</b>

L'Assemblée générale constate que, pour les trois exercices précédents, les dividendes distribués ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende distribué par action	Total des dividendes distribués
2009	2 185 612	-	-
2010	2 185 612	-	-
2011	2 185 612	45,00 (*)	98 352 540 €

(\*) distribution exceptionnelle décidée par l'Assemblée générale mixte du 15 décembre 2011

Par ailleurs, il est rappelé que l'Assemblée générale ordinaire du 20 décembre 2012 a décidé de procéder à une distribution exceptionnelle d'un montant total de 39 996 699,60 €, soit 18,30 € par action.

### TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2012,
- et pris connaissance des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la société arrêtés au 31 décembre 2012 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de 50 811 k€.

### QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du code de commerce, approuve les termes de ce rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

### CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des résolutions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion aux membres du Directoire et de l'exécution de leurs mandats aux membres du Conseil de surveillance.

### SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale renouvelle pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018, le mandat de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Dominique GAILLARD.

## Fives

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance  
au capital de 102 723 764 euros  
Siège social : 27-29 rue de Provence, 75009 Paris  
Téléphone : +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax : +33 (0)1 45 23 75 71  
E-mail : [contact@fivesgroup.com](mailto:contact@fivesgroup.com)  
[www.fivesgroup.com](http://www.fivesgroup.com)

542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z

Édité par la Direction de la Communication de Fives

Créé par Le Square - 01 45 06 56 44  
Photographies : Fives, Le Square  
Copyright © 2013 - Fives - Tous droits réservés

Ce document est imprimé sur papier Condat Silk, certifié PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification ou Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières), garantissant la gestion durable des forêts. Les encres utilisées sont des encres végétales utilisant un mouillage sans alcool.



Fives - 27/29 rue de Provence - 75009 Paris - [www.fivesgroup.com](http://www.fivesgroup.com)